

trajectoires.

EDITION FEV 2022

Le magazine de l'EJT

Hôpitaux psychiatriques : passoires ou prisons ?

France

L'échec de la
Primaire populaire

p.18

Toulouse

Inquiétudes dans les
EHPAD Orpéa

p.4

Sport

Ça glisse pour
Jérôme Laporal

p.27

Attention maximale, soin vital

« L'attention portée aux personnes âgées doit être maximale » déclarait Emmanuel Macron en visite dans un EHPAD en septembre 2020. « Vous pourrez toujours compter sur mon engagement à vos côtés » écrivait Olivier Véran dans sa lettre aux soignants le 5 mars 2021. Aujourd'hui, l'actualité semble les contredire : le manque de moyens humains et financiers dans les EHPAD et le faible encadrement des établissements privés entraînent des situations indignes. Ici, à Toulouse, les hôpitaux psychiatriques peinent à soigner leurs patients. Car si on a parlé des évasions de l'hôpital Marchant, on oublie parfois un élément important. Il s'agit d'un hôpital. Pas d'une prison. Le personnel se compose de soignants. Pas de matons.

Cela fait donc deux ans que l'opinion publique et les médias s'épanchent sur l'impossibilité pour les soignants de soigner.

E

D

I

T

O

La crise du Covid-19 a mis en lumière les failles des hôpitaux publics. L'actualité de cette semaine montre que ces failles concernent d'autres secteurs de la santé. Qu'ils travaillent en réanimation, en EHPAD ou dans les hôpitaux psychiatriques, le problème est le même. Et il n'est pas nouveau : cela fait des années que les soignants tirent la sonnette d'alarme. Les hôpitaux publics ont fermé 79 896 lits d'hospitalisation entre 2000 et 2020*. L'élection présidentielle approchant, le cri des soignants ne doit pas être occulté par des luttes politiques creuses. Alors aujourd'hui, *Trajectoires* se propose de donner de la voix et de faire comprendre et entendre la situation, une nouvelle fois. On ne choisit pas de vieillir, mais on peut choisir de « porter une attention maximale à nos aînés », à nos patients, et à nos soignants.

Gabrielle Grécourt

**Selon les chiffres de la DREES*



école
de journalisme
de Toulouse

Directeur de publication : Pierre Ginabat

Directrice de rédaction : Virginie Peytavi

Rédacteurs en chef : Gabrielle Grécourt et Corentin Dévé

Chefs de rubrique : Charline Guerton-Delieuvin, Juliette Bisiaux, Bruno Esteban Garay, Alexane Marcel, Coline Martin et Apolline Riou

Maquettistes : Amandine Creff, Ambre Croset, Charlotte Lenne, Julie Viallon, Louise La Jambe, Mathilde Luczak, Sofia Mazhar et Damien Duffau-Mongilardi

Responsable photographie : Chloé Lavoisard



©Stéphane de Sakutin / AFP

trajectoires.

Février 2022

Dossier p.8
Hôpitaux psychiatriques :
passoires ou prisons ?

Sommaire

Toulouse

Inquiétudes dans les EHPAD Orpéa

Marine Prunier,
direction Mars

Destruction d'immeubles
au Mirail

Une piste cyclable factice

Monde

Tensions à la frontière ukrainienne

Retrait des forces
de l'opération Barkhane

Les journalistes aux J.O

Visite historique aux Émirats arabes unis

Région

Journée de lutte contre le cancer

Un collectif d'agriculteurs

Bière artisanale au CBD

Présidentielle : parrainage des maires

Bilan de Mickaël Nogal

Sport

Portrait de Jérôme Laporal

Tournoi des six Nations

Nadal, le record

Rugby à XIII :
Toulouse Olympique

France

Procès de Nordhal Lelandais

L'échec
de la Primaire populaire

Accessibilité de la campagne
présidentielle

Report des épreuves du bac

Culture

Nouvelles créations
de danse au Capitole

Des festivals
en Haute-Garonne

Chantier du
musée des Augustins

Orpea : les familles s'inquiètent

Depuis la sortie du livre-enquête *Les Fossoyeurs* de Victor Castanet, les familles toulousaines réagissent. Elles s'inquiètent de la prise en charge de leurs proches résidant en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) du groupe Orpea.



Une femme âgée, pensionnaire d'un EHPAD ©Christophe ARCHAMBAULT / AFP

Le journaliste Victor Castanet a mené une investigation de trois ans, dénonçant de graves dysfonctionnements et des maltraitances dans les établissements privés du groupe Orpea. À Toulouse, trois résidences du groupe se situent sur les hauteurs de Jolimont, près du parc de Borderouge et dans le quartier du Busca. Pour Lionel*, qui vient rendre visite à sa mère, la sortie de ce livre n'est pas une surprise. « Entre la prestation qui vous est proposée et

celle qui est réellement faite, il y a un fossé » regrette ce quinquagénaire. Sa visite la plus surprenante a eu lieu juste après le premier confinement : la plupart des résidents ne savaient plus marcher correctement ou étaient en fauteuil roulant. Après avoir rendu visite à sa femme, Michel* se confie sur le rapport qualité-prix de l'établissement : « 3 000 euros par mois, c'est cher. Je me sens parfois obligé de venir vérifier si tout va bien et lui tenir compagnie. » Cet octogénaire court après les vêtements perdus de sa compagne. « Il y a un vrai manque de transparence de la part de la direction. Il faut demander si les soins ont été faits ou si on la stimule un minimum. »

Un manque d'effectif

Alors qu'Orpea est montré du doigt, plusieurs familles s'interrogent sur un problème d'effectif et une trop grande quantité de travail demandée au personnel soignant. « Il semble y avoir un manque de moyens économiques et humains, et ça se répercute sur les résidents » témoigne Lionel. Pour Aurélie*, auxiliaire de vie à la résidence de Crampel depuis plus de deux ans, « il y a une surcharge de travail importante. Ce sont des journées de près de douze heures. » Les équipes de direction toulousaines d'Orpea n'ont pas souhaité répondre à *Trajectoires*, mais l'une des directrices a affirmé « ne pas se sentir concernée par ce qui est dit dans le livre ».

*Tous les prénoms ont été changés



Orpea à Toulouse, en chiffres ©Léa Rochefort / Charline Guerton-Delieuvin

Léa Rochefort

Marine Prunier, des ambitions martiennes

Alors que 90 % des astronautes sont des hommes, Marine Prunier, étudiante, fait le pari de simuler la vie martienne. Elle se rendra dans le désert de l'Utah, avec une équipe majoritairement féminine, le 21 février prochain.

Casque audio sur les oreilles, le regard rêveur, l'apprentie astronaute a déjà la tête dans les étoiles. Sa bulle éclate lorsqu'elle nous aperçoit au bout du couloir de l'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE). Dans ces coursives blanches, son pull rose, lumineux, et ses pas pressés détonnent.

« Après un an, le départ est imminent. Je retrouve les membres de l'équipage dans 20 minutes pour l'avant-dernière réunion » explique Marine entre deux cours. L'étudiante décollera le 21 février pour l'Utah aux États-Unis, où elle effectuera une mission de recherche au sein du Mars Desert Research Station (MDRS). Elle et ses six coéquipiers règlent les derniers préparatifs comme le transport logistique

du matériel de l'avion à la navette. Des imprévus qu'on ne lui a pas enseignés en deux ans de master d'ingénierie et technologie spatiale. Mais il en faut plus pour la décourager. Passionnée depuis petite par l'univers, Marine compte bien « apporter sa pierre à l'édifice » de la recherche spatiale, en détectant une exoplanète durant cette exploration.

Aujourd'hui, Marine contribue à la féminisation d'une filière masculine. Elle marche dans les pas des astronautes les plus renommés dont Thomas Pesquet, ancien élève de l'ISAE. Fière, elle affirme : « Mes parents m'ont toujours encouragée à suivre mes ambitions. Cette mission, c'est un rêve et il ne devrait pas y avoir de distinction homme/femme. »

« Cette mission, c'est un rêve et il ne devrait pas y avoir de distinction métier homme/femme. »

Une féministe dans les étoiles

Après l'obtention d'un baccalauréat scientifique, Marine s'envole pour la Suisse afin d'étudier la physique à l'École polytechnique de Lausanne. « C'est beaucoup de travail et de pugnacité mais quand on est passionné, ce n'est que du plaisir » soutient-elle. Une philosophie qu'elle a apprise lors d'une rencontre déterminante avec le premier astronaute suisse envoyé dans l'espace : Claude Nicollier. Incontestablement, ces trois années sont décisives pour l'apprentie astronaute. « J'ai eu envie de continuer dans ce domaine, car j'ai été impressionnée par son parcours et son expérience. Pour moi c'est extraordinaire ! » souligne la vingtenaire.

Tout comme lui, elle s'est fixé pour objectif de vulgariser la science. Présidente du Club MARS, elle intervient dans les écoles afin de sensibiliser le grand public à l'exploration spatiale. Féministe dans l'âme, elle souhaite également « encourager les jeunes filles à faire ce qui leur plaît ». Malgré les difficultés liées à son genre, Marine garde les pieds sur terre, déterminée à prouver à la génération précédente qu'une femme peut y arriver.

Marine a de l'ambition à revendre. Pour elle, le ciel n'est pas une limite et ne l'a jamais été. Alors, elle ne s'interdit pas de rêver lorsqu'en partant, elle nous lance : « Un jour, je serai astronaute et j'irai sur Mars. »

Sarah Ahizan

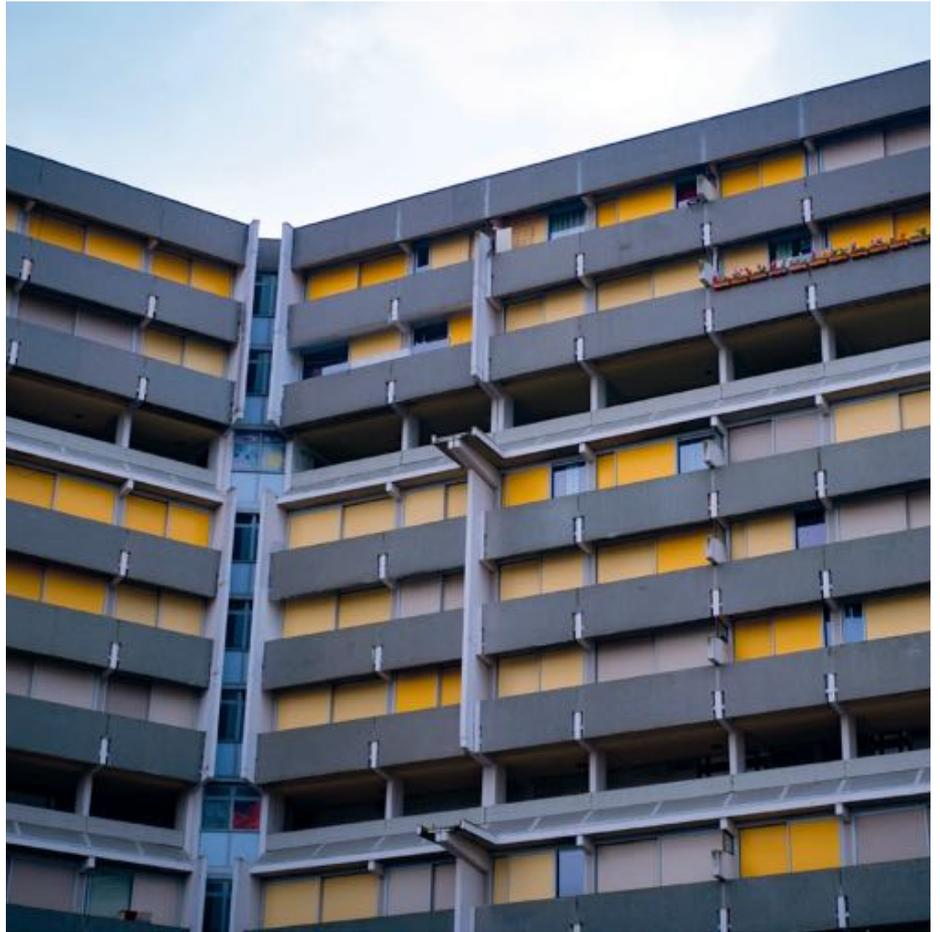


Marine Prunier se prépare pour sa mission ©Simon Marsollier

Mirail : destruction d'immeubles et de vies

Le Mirail, quartier situé en périphérie de Toulouse, est un microcosme où les habitants se battent pour éviter la destruction de leurs immeubles.

Sous une fine pluie, des étudiants au sac à dos bousillé par le temps, des commerçants remplissant leurs étals et des parieurs assis en terrasse du PMU s'agglutinent autour des immeubles Candilis dessinés entre 1961 et 1971. C'est bien plus qu'un nom pour Khaled et les autres. C'est une fierté de loger dans la création du disciple et collaborateur de Le Corbusier, alors ils ont enfilé leur armure pour lutter contre le projet de réhabilitation du quartier proposé par la mairie. Les immeubles se vident, les portes sont condamnées, les boîtes aux lettres sont pleines, mais eux ne veulent pas quitter leurs appartements qu'ils jugent spacieux, lumineux et proches de tout. « Je suis pauvre. Je suis une poussière pour eux » déclare Khaled, dernier habitant avec ses enfants du Grand d'Indy - un des cinq immeubles promis à la démolition. Selon un rapport de la mairie en 2015, le Mirail est un quartier où 57 % des ménages sont à bas revenus et 60 % des immeubles sont des HLM. Or, ce sont ces bâtiments HLM qui seront prochainement détruits.



Les fenêtres condamnées de l'immeuble Grand d'Indy ©Chloé Lavoisard

Un duel entre politiciens et citoyens

Agacé, Khaled rejoint un collectif d'architectes qui se bat pour la rénovation de ces cités, Construire ! 31. Le collectif estime qu'il faut préserver le patrimoine et poursuivre l'idéologie du Mouvement moderne : un logement pour tous. Le cabinet Candilis-Josic-Woods en avait fait son mot d'ordre en gagnant l'appel d'offre de la mairie de Toulouse et c'est, aujourd'hui, un devoir pour le collectif de défendre ces logements au rapport qualité-prix imbattable.

Quatre ans après la publication d'une enquête de la mairie défavorable aux démolitions, la colère grimpe aujourd'hui avec la publication d'une nouvelle analyse.

Cette fois-ci, avec un autre commissaire-enquêteur, la réponse est favorable. « Ils nous prennent pour des imbéciles » déplore Jean-Louis, un habitant du Mirail. Une demande de moratoire est donc faite mi-janvier 2022 pour mettre fin aux expulsions et à la pression du bailleur social, Les Chalets, sur les locataires. Le but est aussi de gagner du temps afin de réaliser un concours architectural et urbanistique pour rénover les immeubles concernés. Les associations de droit au logement sont outrées de ces conditions. La Confédération nationale du logement a une antenne toulousaine qui s'engage

sur le terrain, au plus proche des habitants du Mirail, pour lutter pour la sauvegarde du logement social.

Jean-Louis Dillinger, trésorier adjoint, avoue ne pas tout comprendre quand le collègue du quartier, Raymond Badiou, ferme et que les autorités en charge du projet affirment cependant « créer plus de mixité sociale ». En bref, derrière cette politique du changement, ce sont avant tout un quartier, des immeubles et des vies qui seront métamorphosés prochainement.

Charline Guerton-Delieuvin

Non-violence pour le climat

Depuis trois ans, l'antenne toulousaine du collectif ANV-COP21 se fait remarquer pour ses actions pacifistes. Elle proteste contre les mesures des pouvoirs publics jugées inefficaces pour lutter contre le réchauffement climatique.



Le collectif ANV-COP21 manifeste devant le magasin Darty de Balma le 27 novembre 2021 ©Stéphanie Torres

Une piste cyclable aménagée en quelques heures et une campagne publicitaire annonçant l'instauration d'un état d'urgence climatique : on pourrait croire à de nouvelles mesures prises par la mairie. Mais tout est faux : il s'agit d'actions du collectif Action Non Violente COP21 (ANV-COP21). Cette piste cyclable factice a été installée clandestinement pour quelques jours dans le quartier de Saint Cyprien par le collectif.

Fondée en 2016 à l'issue du sommet pour le climat à Paris, cette branche du mouvement citoyen pour la justice sociale et écologique « Alternatiba » s'est spécialisée dans le militantisme non-violent pour s'opposer au réchauffement climatique. « Ce choix de la non-violence permet à notre mouvement d'être inclusif, explique Ariane, porte-parole d'ANV-COP21. Beaucoup militent pour la première fois et cela les rassure de savoir

qu'ils ne se mettent pas en danger. En posant des limites sur ce que nous pouvons faire ou non, nous assurons leur sécurité. »

Focus sur les transports

Dans leur viseur : l'agglomération Toulouse Métropole, notamment depuis la présentation d'un bilan du « Plan Climat » qui visait à réduire la pollution à Toulouse et dont les résultats sont en dessous des attentes du collectif ANV-COP 21. « Ils devraient en faire plus au niveau des transports écologiques, d'où notre action avec la piste cyclable. » ANV-COP21 milite aussi contre l'aéronautique, qualifiant l'idée d'un « avion vert » d'« entourloupe ». Cependant, le collectif préfère se montrer plus mesuré à ce sujet : « Ce secteur représente beaucoup d'emplois à Toulouse. Nous militons surtout pour une reconversion. »

Paul Guyo

BREF

Classement villes et villages

Dimanche 30 janvier, le *Journal du Dimanche* a publié le palmarès des villes et villages où l'on vit le mieux en France. Toulouse recule de quatre places par rapport au classement de 2021, chutant au 33^e rang. Angers et Guéthary prennent la tête du classement, respectivement dans les catégories villes et villages.

Début du chantier au quartier Négrenays

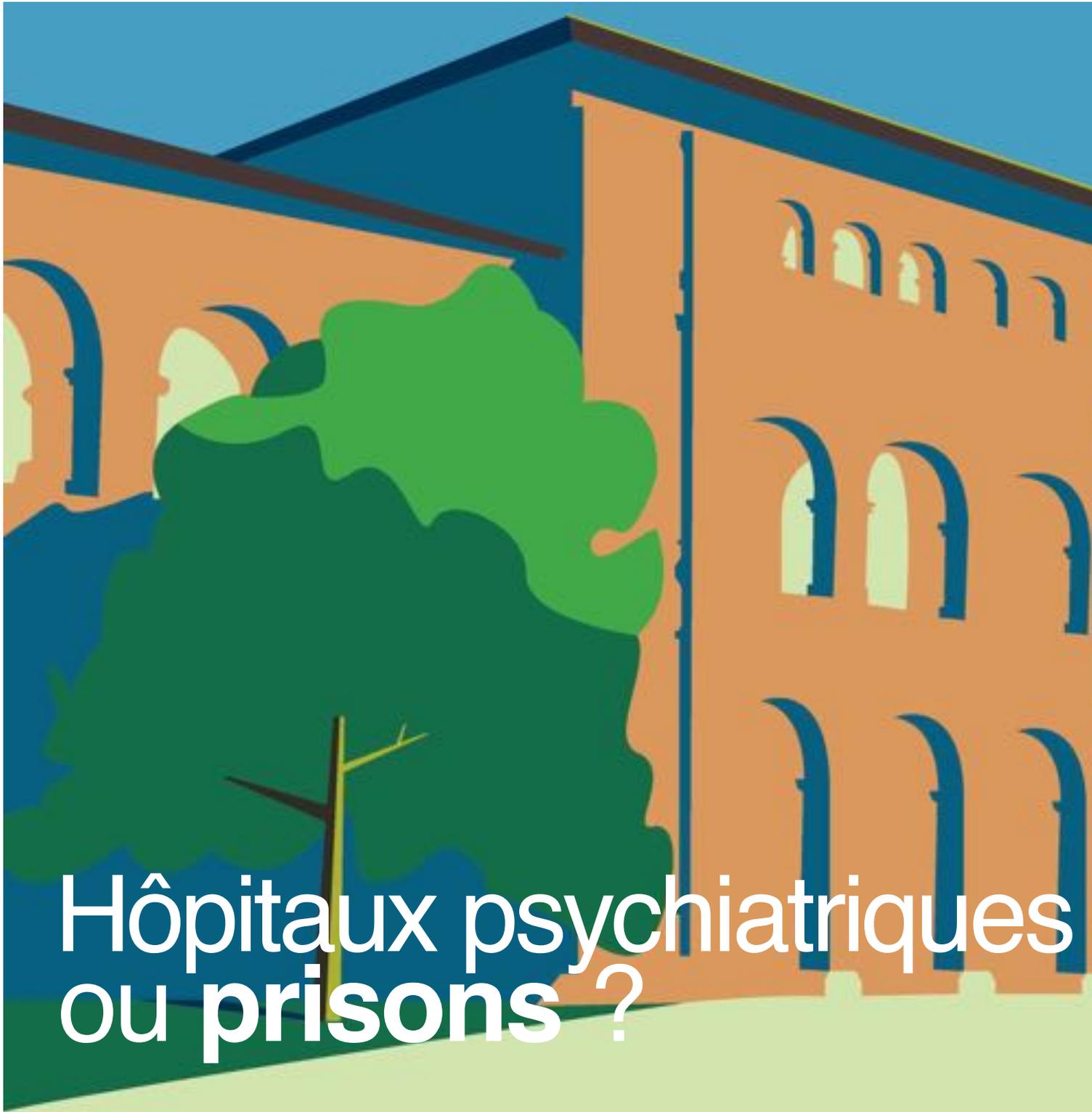
Le chantier de réhabilitation de la Cité Bleue a débuté ce lundi 31 janvier. Cinq immeubles construits en 1960 sont concernés : les bâtiments Tunis, Négrenays et Caffort seront détruits, tandis que la Tour Caffort et le bâtiment Farman seront réhabilités. La fin des travaux est prévue au deuxième trimestre de 2023.

Vaccination à la Covid-19

Depuis le mercredi 2 février, les enfants de 5 à 11 ans peuvent se faire vacciner contre la Covid-19 au vaccinodrome de l'île du Ramier. Des créneaux spécifiques leur seront dédiés les mercredis après-midi et les samedis.

Du vin contre le cancer

La Fondation Toulouse Cancer organise ce vendredi 4 février une vente aux enchères de vin en ligne, parrainée par le chef étoilé Michel Sarran. Les fonds récoltés grâce aux ventes des 80 lots disponibles iront à la recherche contre le cancer.



Hôpitaux psychiatriques ou prisons ?

Le 2 février, un cinquième patient a fugué du pôle psychiatrique du CHU Purpan, deux semaines seulement après la première fuite constatée à l'hôpital psychiatrique Gérard Marchant. Ces sorties ébranlent un secteur médical opaque et inconnu du grand public.



: passoires

Illustration de l'hôpital Gérard Marchant, Toulouse ©Amande Grécourt

À Toulouse, dans le quartier résidentiel des Chalets, les hurlements d'une septuagénaire brisent le silence de la nuit du 19 janvier 2022. Elle est agressée par Jeremy Rimbaud, surnommé le « cannibale des Pyrénées » interné pour le meurtre d'un agriculteur en 2013. Cet ancien soldat, ayant combattu en Afghanistan, est le premier patient à fuguer de l'hôpital Gérard Marchant. D'autres ont suivi : un double meurtrier s'échappe le 23 janvier. Abdallah B. interné depuis 2019 après avoir renversé des étudiants à Blagnac a été interpellé par la BAC aux Carmes le 22 janvier. Le même jour, un autre patient prend quant à lui le train direction Rodez. Le schéma se répète le 28 janvier avec un homme de 44 ans décidé à rejoindre à La Rochelle sa femme, qu'il a violée. Sa fuite prend fin le lendemain à Paris. Radoine Haoui, chef de pôle en psychiatrie de l'hôpital Gérard Marchant, estime que ces cinq sorties sans autorisation mettent en lumière les dysfonctionnements de ce secteur, pointant le système lacunaire de la Haute-Garonne par rapport aux autres départements français - affirmation confirmée par le vice-président du conseil régional en charge de la Santé, Vincent Bounes : « Le manque d'infrastructures à Toulouse explique ces fuites. » Sur les 552 services psychiatriques en France, seulement deux sont établis dans le département : le CHU de Purpan et l'hôpital Gérard Marchant qui accueille 15 000 patients par an.

Un hôpital non responsable

Ces failles avaient déjà été relevées par Force ouvrière et signalées à l'Agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie, en vain, en 2019 et en 2021. Le syndicat dénonçait alors la direction pour une utilisation de matériels défectueux qui pouvait aboutir à une « mise en danger de la vie d'autrui » aussi bien celle du personnel soignant que des patients. Cette plainte n'a pas été réellement considérée par les autorités publiques. Il aura donc fallu attendre la fuite de cinq patients jugés parfois « dangereux » et leur médiatisation pour qu'une enquête soit ouverte sous la responsabilité de l'ARS. Dans l'attente d'une réponse et au vu de la mise en lumière des faits, l'agence demande quelques jours après la première fugue, le 19 janvier, « des mesures supplémentaires de sécurisation dans les services de psychiatrie à Toulouse pour éviter toute nouvelle fugue de patient ». La réponse de l'hôpital, en accord avec la mairie, est de fermer le 28 janvier, et cela pour la durée du week-end, les pavillons de prise en charge des patients. L'établissement décide aussi



Façade de l'hôpital Gérard Marchant à Toulouse ©Chloé Lavoisard

d'annuler leur permission de sortie et de renforcer la sécurité - quitte à restreindre leurs droits civiques et à faire ressembler l'hôpital psychiatrique à une prison. C'est une fausse réponse selon le secrétaire départemental de la CGT Santé action sociale de Haute-Garonne, Alain Maurial : « Les enquêtes diront que tout a été respecté car ni les soignants ni la direction ne sont responsables. Ils gèrent un service avec les moyens qu'on leur donne. » Ces fugues s'expliquent donc, selon lui, par des fonds insuffisants aussi bien sur un plan financier qu'humain. Le personnel soignant est formé mais il n'est pas assez nombreux entre les retraités et les étudiants absents. « Les *numerus clausus* instaurés dans les facultés de médecine sont une des causes de cette situation » déplore Vincent Bounes. Sur un ton ferme, il ajoute qu'il faut recruter mais « il n'y a pas de demandes. » Il faut aider ces femmes et ces hommes fatigués voire exténués - « une pompe en cardiologie ça se change, ici, le matériel humain on ne le change pas » déplore Nathalie Pawlowski Groppi, infirmière en psychiatrie depuis 1984. Elle a pu voir le monde évoluer, les pathologies se transformer et le service mourir à petit feu : « Avant, il y avait 7 ou 8 infirmiers pour 40 patients. »

Une lutte entre libertés et restrictions

« L'hôpital n'est pas une prison ni une forteresse, c'est un lieu de soins » martèle le docteur Radoine Haoui lorsque l'on parle « d'évasions ». La CGT de l'hôpital Marchant, outrée, dénonce même « une régression sécuritaire ». Un constat repris par Nathalie Pawlowski Groppi : « Enfermer le corps et l'esprit est une double peine » pour les patients déclarés « irresponsables pénalement ».

Ce statut délicat alloué par la justice donne au corps médical l'autorisation de priver une personne de certaines de ses libertés. Cette autorisation est réglementée par le Code de la Santé publique, pour éviter des débordements sur les droits des patients, comme le confirme Vincent Bounes, élu à la santé : « Il existe un protocole précis où plusieurs avis médicaux sont nécessaires pour mettre en place une hospitalisation sous contrainte, que ce soit pour les patients dangereux pour les autres ou pour eux-mêmes. Une réévaluation périodique est obligatoire. » Entre tensions, restrictions budgétaires et respect des libertés, les infirmiers ne savent pas sur quel pied danser. « Je ne peux attacher un homme violent car cela serait contraire aux droits de l'Homme, mais comment dois-je faire pour le contrôler quand il n'y a que trois personnes dans mon service ? Je ne suis pas un gardien, je suis là pour soigner » souligne Nathalie Pawlowski Groppi. Une ligne de crête où le corps médical se sent parfois abandonné par les autorités. Le maire LR de Toulouse et président de Toulouse Métropole, Jean-Luc Moudenc, affirme comprendre et partager l'inquiétude de ses citoyens dans un communiqué. Il a « mobilisé la police municipale pour concourir aux efforts des forces de l'ordre nationales afin [...] de protéger les Toulousains. » Cependant, les autorités et la population oublient que ces patients représentent un potentiel danger mais que le risque de passer à l'acte est minime. Le docteur Haoui rappelle que seulement 5% des crimes sont commis par des personnes « instables mentalement ». En bref, mettre en lumière la face cachée des hôpitaux psychiatriques aiderait les patients et leurs soignants à tendre

Sixtine Boyer et Charline Guerton-Delieuvin

Coup de projecteur sur des chiffres dissimulés

5

C'est le nombre de patients qui auraient potentiellement fui de l'hôpital Gérard Marchant.

2

C'est le nombre de fuites qu'aurait dissimulé l'hôpital Marchant selon une révélation de France Bleu Occitanie.

3

C'est le nombre officiel de fugues communiqué par la direction de l'établissement.

La psychiatrie, une discipline humaine

Le docteur Radoine Haoui, chef du pôle de psychiatrie générale de l'hôpital toulousain Gérard Marchant tente de sensibiliser le grand public à la réalité de sa profession et l'urgence dans laquelle se trouvent ses patients.



Radoine Haoui, chef du pôle de psychiatrie générale à l'hôpital Gérard Marchant
©Radoine-Haoui

«On oublie trop souvent que les troubles psychiques peuvent affecter un Français sur cinq. Tout le monde est concerné.»

La surmédiation de ces fugues dessert-elle l'hôpital ?

Malheureusement, dans l'inconscient collectif, il plane toujours le mythe du « fou dangereux ». Ce mythe traverse les siècles et alimente l'imaginaire de chacun d'entre nous. C'est très difficile de combattre cette représentation sociale très négative, non seulement vis-à-vis des patients mais aussi au regard de la psychiatrie. Face à cet emballement médiatique, je déplore le manque de connaissances de la population sur les maladies mentales. J'ai décidé de me spécialiser dans la psychiatrie avant tout pour le côté humain. Il faut lever le voile sur ces invisibles de la société et s'en occuper pour déstigmatiser les maladies mentales. On oublie trop souvent que les troubles psychiques peuvent affecter un Français sur cinq. Tout le monde est concerné.

Comment mieux comprendre les pathologies et mieux nous adapter aux problématiques auxquelles font face les patients ?

Derrière un patient, il y a toute une équipe composée de psychiatres, d'infirmiers, de psychologues. Tous nos soignants sont formés en psychiatrie et doivent faire de la haute couture avec chaque patient en adaptant leur parcours de soins. L'hôpital Gérard Marchant a, par exemple, mis en place des formations régulières à destination des soignants grâce à une cellule pilotée par les ressources humaines et enrichie chaque année par le conseil départemental qui se réunit depuis 2012. Un apprentissage des « premiers gestes secours » est ouvert à tous car notre but est de créer un espace d'échange entre nous et les citoyens. Outre les moyens humains, c'est également un budget conséquent qui est déployé pour parvenir à sensibiliser la population.

De quels troubles souffrent les patients hospitalisés ?

Les patients souffrent de troubles du comportement, de psychoses, de dépression, et autres. Notre but est de les stabiliser. Une fois l'objectif atteint, l'équipe soignante essaye de leur laisser leur indépendance tout en prodiguant des soins à domicile. C'est un équilibre parfois difficile à trouver entre leurs droits civiques et notre obligation médicale. Pour cela, les restrictions doivent être proportionnées à l'état clinique du patient. Certains facteurs peuvent aggraver la dangerosité des patients mais il faut savoir que seulement 5% des crimes sont commis par des personnes souffrant de maladies mentales. On a tout intérêt à changer notre perception car nos patients sont autant victimes qu'acteurs de leur violence.

Au sein de votre unité, comment parvenez-vous à atteindre cet équilibre précaire ?

En réalité, les troubles des patients peuvent être plus ou moins graves. Mais, depuis quelques années, nous essayons d'ouvrir l'hôpital à la société. La psychiatrie, tout en étant une discipline médicale, est avant tout une discipline relationnelle et humaine. Notre rôle est de pouvoir évaluer comment les patients intègrent leurs thérapies.

En ce sens, nous avons essayé d'humaniser notre établissement même pour ceux qui bénéficient de soins sans « consentement » soit près de deux tiers de l'effectif. Il arrive que la prise en charge soit plus ou moins longue pour les accompagner vers la domiciliation ou vers des structures sociales qui sont des foyers de vie.

Sarah Ahizan

Pas de répit dans la lutte **contre le cancer**

Pionnier régional en cancérologie, l'Institut universitaire du cancer de Toulouse-Oncopole (IUCT-Oncopole) occupe une place majeure dans la lutte contre le cancer, dont la journée mondiale a lieu le 4 février.



En 2020, plus de 325 chercheurs et medecins travaillent à l'IUCT ©Antoine Allart

La journée mondiale de lutte contre le cancer est cruciale dans la collecte de financements de l'Institut universitaire du cancer de Toulouse-Oncopole (IUCT-Oncopole). « En tant que Centre de lutte contre le cancer (CLCC), nous sommes habilités à recevoir des dons et des legs de particuliers », précise Alexandre Abgrall de l'équipe communication de l'IUCT. « Les dons peuvent se faire toute l'année mais il est vrai que cette journée est essentielle », assure A.Abgrall. « Pour nous aider à mener la lutte contre le

cancer, le don du sang et la prévention sont aussi des outils majeurs », renchérit ce dernier.

Des liens étroits entre médecins et chercheurs

L'IUCT-Oncopole occupe une place singulière dans le secteur de la cancérologie car il regroupe l'Institut Claudius Regaud (ICR), le Centre de recherches en cancérologie de Toulouse (CRCT) ainsi qu'un CHU. Pour ainsi dire, il combine les missions de recherche, de soin et d'enseignement. « Les médecins et les chercheurs ont adapté leurs emplois du

temps, pour mettre en place des réunions de travail conjointes », explique Fleur de Lempdes, directrice de la communication de l'IUCT. Cette proximité permet de gagner en efficacité et en rapidité. « Il faut en moyenne six mois pour qu'une découverte du CRCT devienne un essai clinique », confie A. Abgrall.

Prendre sa médication à domicile

L'accélération de la recherche a pour but de « faire passer le cancer d'une maladie aiguë à une maladie chronique », glisse-t-il. De manière concrète, cela signifie que grâce à l'innovation le cancer devrait être moins lourd au niveau du traitement, et que la médication pourrait être prise depuis chez soi sans passer par l'hôpital.

« L'IUCT a une mission d'innovation. Il s'illustre dans la diffusion de bonnes pratiques mais aussi dans l'installation de référentiels pour les autres hôpitaux de la région », déclare A. Abgrall. En peu de temps, l'IUCT s'est fait une véritable place dans le domaine de la cancérologie. Mais comme tient à le rappeler, F. de Lempdes, « le partage des connaissances reste le nerf de la guerre ».

Antoine Allart

Un vaccin porteur d'espoir

L'IUCT-Oncopole est l'un des quatre centres contribuant aux essais cliniques d'un vaccin pour lutter contre les cancers ORL, localisés au niveau de la tête et du cou. Éviter la récurrence : Voici l'objectif du vaccin TG4050 dernière génération élaboré par le laboratoire Transgène et l'entreprise japonaise NEC, spécialisée dans l'intelligence artificielle. « Pour être éligible au vaccin, il faut que le patient soit atteint d'un cancer ORL localement avancé et traité par chirurgie. L'ADN est récupéré sur la tumeur cancéreuse afin de créer un vaccin personnalisé », indique Fleur de Lempdes. Les essais cliniques ont lieu au sein de l'IUCT-Oncopole, car ce dernier dispose des moyens humains et matériels pour extraire et séquencer l'ADN et ainsi créer un vaccin sur-mesure.

Aucun vaccin commercialisé

« Nous sommes en phase 1 des essais cliniques. Ce n'est que le début mais les résultats sont déjà très encourageants. Les chercheurs en sont eux-mêmes surpris, explique Fleur de Lempdes, environ 40 % des cancers pourraient faire l'objet de stratégies de vaccination de ce type. » « Ce qui est vraiment enthousiasmant et porteur d'espoir pour de nombreux patients », conclut Jean-Pierre Delord, professeur en oncologie médicale, médecin investigateur et directeur général de l'Institut Claudius Regaud. Les prochains résultats seront officialisés lors du meeting annuel de l'association américaine d'oncologie clinique, qui se tiendra du 3 au 7 juin 2022 à Chicago.

Nòu, la mal-aimée des producteurs locaux

Le label se veut le reflet du savoir-faire des viandes bovines, du fromage de chèvre jusqu'aux cosmétiques et épices locales.

« Il s'agit de promouvoir l'agroalimentaire et son savoir-faire artisanal » déclare Philippe Lacube. Le président de la chambre d'Agriculture d'Ariège annonce le lancement de Nòu, une marque 100 % locale. Son objectif est de redynamiser certaines filières qui s'exportent mal en dehors du département. Pour y adhérer, deux conditions sont à remplir : la transparence de la provenance des matières premières et un mode de production sans OGM. L'adhésion s'élève de 80 à 500 euros par an, au prorata du chiffre d'affaires du producteur ou transformateur. Les produits finis seront distribués sur les sites touristiques, puis dans des corners, drives et maisons d'hôtes.

Les hypermarchés et supermarchés ne sont pas des points de vente prioritaires. « Pas pour l'instant, mais on n'écarte rien », annonce Stéphanie Tetrel, chargée du déploiement de la marque.

Un projet teinté de scepticisme

La marque et ses ambitions peinent à séduire les producteurs ariégeois. « J'ai perdu 30 % de mon chiffre d'affaires, je n'ai pas le temps de me lancer dans ce projet », tranche une productrice, souhaitant rester anonyme. Éric Wyon, producteur de fromage bio à la Bastide-de-Sérou est ouvertement réfractaire à l'initiative. L'évocation de la marque le fait grincer des dents. « Je ne pourrai plus décider comment le lait de chèvre sera transformé. » Infatigable, le septuagénaire énumère l'engagement local auquel il prend part. Une échoppe à Castelnaudurban, où les producteurs assurent une permanence. « La dernière fois qu'on a joué collectif, c'était avec la plateforme Terroir Ariège-Pyrénées, on a été les dindons de la farce », peste-t-il. Des réunions en cascade cèdent la place à des commerciaux qui incitent les



Madame Wyon moulant des crottins de chèvre ©Eric Wyon

exploitants à la surproduction, « en touchant les subventions régionales ». L'un des points d'achoppement de Nòu : la charte réclame au producteur de se conformer à l'utilisation de matières premières 100% ariégeoises d'ici cinq ans. « Le territoire est contrasté et possède des produits transformés, avec du lait importé d'Hollande ou de Pologne. Un paysan qui affine tous les jours son fromage aura la même valorisation qu'un industriel. Ce mélange des genres interroge », indique Mathias Chevillon, membre de la Confédération paysanne ariégeoise.

Désenclaver les vallées

Dans le département, certaines matières sont tout bonnement indisponibles. « Le coulis de fruits sur mes yaourts provient

d'ailleurs, c'est très dur de trouver certains ingrédients ici », explique Nicolas Mazin, producteur adhérent. Son dossier est en cours d'agrément, pour vendre ses produits hors département. La distribution de ses fromages est chronophage pour le producteur, qui se déplace uniquement dans un rayon de 25 km. Nòu assure faire la jonction entre les exploitants, dont certains sont isolés géographiquement. Stéphanie Tetrel assure : « l'objectif n'est pas la contrainte, on ne cherche pas à labelliser au maximum ». Plusieurs projets sont en cours dont l'épicerie numérique. La Grande Halle mise sur le click and collect. Nòu projette l'installation d'un magasin à Toulouse, si le projet parvient à fédérer les fonds auprès des actionnaires et des exploitants.

Agnès Polloni

BREF

700 emplois grâce au luxe

La société Algo fabrique des bagages de voyage et des accessoires de maroquinerie pour de grandes maisons de luxe. Elle va construire deux nouvelles usines sur la ZAC de Béragne (Trèbes), aux portes de Carcassonne. D'ici 2027, 700 emplois vont être créés. Une école de formation aux métiers de la maroquinerie sera aussi développée « dans les cinq ans », en partenariat avec la Région.

Bientôt des « Pyrénées Catalanes » ?

Lors de ses vœux à la presse, Hermeline Malherbe, présidente du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales, a annoncé un potentiel changement de nom du département. Un « vote populaire » sera organisé en fin d'année afin de solliciter les habitants. « Pays Catalan », « Pyrénées Catalanes »... Revendiquer l'identité catalane du territoire est l'hypothèse qui semble remporter l'adhésion.

Du plastique dans la neige

Une étude de la revue Nature révèle que plusieurs tonnes de microplastiques sont présentes dans la neige des Pyrénées. L'expertise réalisée par des chercheurs grenoblois à l'observatoire du pic du Midi montre que l'essentiel des particules de plastique provient des polymères issus des emballages et sont transportés par les airs depuis l'Afrique, l'Amérique du Nord et l'océan Atlantique.

Houblon, mousse et CBD

Deux commerçants du Gard, l'un brasseur et l'autre vendeur de produits au CBD, ont décidé d'allier leur savoir-faire pour créer une bière au CBD 100 % française.



Le CBD est une substance active du chanvre non stupéfiante. ©Benoît Dunand

L'étiquette est verte, comme les feuilles de la plante de cannabis, et jaune, comme le malt de blé.

Depuis quelques semaines, une nouvelle bouteille du rayon brasserie attire la curiosité des clients : C'BeuhDaine. L'idée est venue de Benoît Dunand, gérant du CBD shop. Le Jardin secret, à Bagnols-sur-Cèze (Gard) : « J'avais déjà goûté des bières au cannabidiol (CBD), mais je trouvais qu'elles n'avaient pas le goût de cannabis. » Alors, lorsqu'il rencontre Nicolas Lemaire, propriétaire de la brasserie Beerock à Saint-Alexandre (Gard) et amateur de bières « spéciales », une idée germe dans sa tête. Après plusieurs dégustations, la boisson des deux Gardois est au point : elle contient un gramme de CBD pour 25 cl de bière. Si cela représente « un coût supplémentaire », car le cannabidiol est un produit « onéreux », c'est le plaisir gustatif qui l'emporte pour Benoît.

« Le CBD rend la bière encore meilleure »

« Ça rend la bière encore meilleure : au début on a ces notes de bière blonde, puis, en arrière-goût, on sent les arômes du CBD » raconte le vendeur. Si les amateurs de cannabis reconnaîtront son goût singulier, ils n'y trouveront peut-être pas leur compte : « il n'y a pas d'effet particulier, ni psychotrope, ni relaxant, car il n'y a pas assez de produit. L'effet de l'alcool prendra toujours le dessus » avoue le gérant du CBD shop. En plus d'être originale, la boisson elle est made in France ! « Notre CBD a été cultivé par un petit producteur entre la Drôme et l'Ardèche. Le houblon vient d'Ardèche aussi, le malt du Gard, et la bière est brassée à Saint-Alexandre » explique Benoît. Ses efforts sont récompensés : « on a de super retours des clients ! » se réjouit-il. La prochaine mission des deux commerçants ? Proposer leur bière dans de nouveaux points de vente, pour la faire connaître du plus grand nombre.

Flavie Rocher

« J'ai décidé de donner la parole aux habitants »

À Pia, ville de 12 000 habitants près de Perpignan, Jérôme Palmade est le seul maire de France à solliciter les habitants de sa commune pour sélectionner l'élu qu'il parrainera.

Comment avez-vous organisé le système de parrainage à Pia ?

En temps normal, c'est le maire qui parraine un candidat. Celui-ci doit obtenir 500 signatures auprès des élus pour pouvoir se présenter aux élections présidentielles françaises. Pour ce suffrage, j'ai décidé de donner la parole aux habitants de ma commune. Ils ont jusqu'à vendredi midi pour suggérer un candidat dans les quatre ou cinq bureaux de vote mis à disposition. On leur donne un bulletin sur lequel ils cochent le nom de celui qu'ils aimeraient voir élu.

Pourquoi avez-vous décidé de mettre en place ce système de nomination ?

Je suis un élu sans étiquette et sur ma liste électorale, on retrouve la diversité du panel politique. Il y a des électeurs de droite, de gauche, ceux sans étiquette, mais aussi des citoyens de la société civile ou des présidents d'associations. Je ne veux prendre en otage ni mon conseil municipal, ni les administrés. De plus, j'ai envie de changer les

vieilles méthodes de la politique. Je ne souhaite pas être un roi ou un élu local inatteignable. C'est pour cette raison que j'ai décidé d'engager les habitants de Pia.

Si le favori n'est pas de votre bord politique, adopterez-vous la décision des Pianencs ?

Évidemment, je respecterai ce choix. J'ai mis en place cette participation. Si je ne l'honorais pas, nous serions en dictature, et non en démocratie. Si j'avais eu peur de donner ma signature à un candidat qui ne correspond pas à mon idéologie, je l'aurais choisi directement. Bien que je sois un élu sans étiquette, je me range du côté des Républicains. Alors logiquement, je préférerais que ce soit un candidat de droite.

Comment cette initiative a été reçue auprès des citoyens ?

C'est une décision qui a été bien perçue. Sur les réseaux sociaux, on a eu de très bons retours. Ils n'ont pas l'habitude de donner



Jérôme Palmade tente de mettre en place une démocratie participative ©Kévin Poyet

leur avis sur de gros dossiers comme celui-ci. Il y a eu 100 votants en une journée, on en attend 500 pour vendredi midi. Et 500 votants pour une participation citoyenne collective, c'est énorme.

Béatrice Rolland

Le parrainage en Occitanie

Depuis lundi, les maires, parlementaires, conseillers départementaux et régionaux peuvent parrainer le candidat de leur choix. Les votes ne sont plus anonymes, ce qui embarrasse certains élus.

Au moins 380 élus d'Occitanie sont appelés à parrainer le candidat de leur choix. La période de recueil des parrainages a débuté le 31 janvier. Le président de l'Association des maires d'Occitanie et maire de Cahors, Jean-Marc Vayssouze-Faure, assure que lors des précédentes élections, en 2017, ils étaient 26 % dans le Lot à suggérer un représentant.

Fin de l'anonymat

François Hollande a décidé en 2012 que les parrainages devaient être entièrement rendus publics. Pour Jean-Marc Vayssouze-Faure, ce système a ses avantages et ses inconvénients. Les maires ou conseillers départementaux ont intégré le fait que leur soutien sera publié.

En revanche, certains maires sont réticents : « Ils se sentent plus exposés et sont moins confortables. »

Large représentation politique

Le maire de Cahors considère que le système de parrainage permet d'avoir une pluralité de candidats, de différentes orientations politiques. « Certains participants, moins connus dans les sondages politiques, ont plus de chances de prendre part aux élections présidentielles. Les maires veulent les aider à rentrer en lice. » Il note tout de même que les membres d'un parti se mobilisent davantage que les élus sans étiquette. Pour l'heure, Anne Hidalgo et Yannick Jadot sont en tête en Occitanie. Les élus ont jusqu'au 4 mars pour parrainer un candidat.

Béatrice Rolland

« Être député n'était pas un objectif »

Le député LREM de la Haute-Garonne, Mickaël Nogal, mettra sa carrière politique entre parenthèses pour se consacrer à ses nouvelles fonctions de directeur général de l'ANIA (Association nationale des industries alimentaires) dès le 1^{er} mars.

N'avez-vous pas l'impression d'abandonner les citoyens qui vous ont élu ?

Une élection, ce sont des citoyens qui vous font confiance pour cette période. Quand bien même j'aurais voulu briguer un deuxième mandat, j'aurais dû retourner devant les urnes pour renouveler cette confiance. Au contraire, je pense quitter la vie politique avec le sentiment du devoir accompli. Le job est rempli.

Mais vous quittez l'Assemblée avant la fin de votre mandat...

La scission parlementaire s'arrête le 25 février. À partir de cette date, l'Assemblée Nationale ne siège plus. À chaque élection, les travaux sont suspendus six semaines avant le scrutin de manière à permettre à l'ensemble des députés d'aller faire campagne. En quittant mon mandat le 1^{er} mars, je souhaite finaliser l'ensemble des dossiers sur lesquels j'étais impliqué.



Mickaël Nogal quitte ses fonctions de député le 31 janvier. © Christophe Lebedinsky / MySweetProd

« La place de député n'appartient à personne. »

Vous poursuivez votre engagement politique malgré tout ?

Ce qui est certain, c'est que mes futures fonctions ne me permettront pas d'être actif politiquement donc je vais me mettre en retrait de la vie et du militantisme politique.

Que retenez-vous de votre mandat ?

En étant élu de la 5^{ème} circonscription de Toulouse, j'ai eu la chance de redécouvrir la ville qui m'a vu naître et grandir et d'être au contact des Toulousains.

Sur l'ensemble des sujets dans lesquels je me suis impliqué, je crois avoir fait bouger les choses. Je pense notamment

au logement, à l'aéronautique, l'école et la sécurité. Je me suis impliqué à 300 % chaque jour de ce mandat.

Pourquoi quittez-vous la politique alors que vous dressez un bilan positif ?

J'ai été élu très jeune, à 26 ans. Aujourd'hui j'en ai 31. Quand je me suis engagé en 2017, devenir député n'était pas un objectif dans ma vie. C'était une parenthèse même si je n'exclus pas de briguer un jour un nouveau mandat. C'est aussi bien d'avoir une part de la représentation nationale qui soit nouvelle. La place de député n'appartient à personne.

Vous quittez vos fonctions de député le 28 février, le lendemain vous deviendrez directeur général d'un lobby, ne craigniez-vous pas que ce choix soit critiqué ?

Avant d'être député, j'ai travaillé chez Orangina Suntory. Ce que l'on pourrait me reprocher, c'est d'être en situation de conflit d'intérêts. Si j'avais pris position à l'Assemblée pour défendre une marque comme je le faisais à l'époque, là on aurait pu légitimement me donner un avertissement. Je connais bien le secteur : l'ANIA représente toute l'industrie agroalimentaire qui est la 1^{ère} industrie en France avec plus de 430 000 emplois et 15 500 entreprises. Comme pour la thématique du logement dans laquelle je me suis impliqué pendant mon mandat, l'alimentation est un sujet du quotidien. J'ai toujours eu à cœur de travailler sur ces questions qui rythment la vie des gens. Aujourd'hui, j'en profite pour revenir à mes premiers amours même si je ne sais pas ce que je ferai dans 20 ans.

Juliette Bisiaux

Procès Lelandais : un accusé, trois enquêtes

Lundi 31 janvier s'est ouvert le procès de Nordahl Lelandais devant la cour d'assises de l'Isère à Grenoble. Il encourt la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre de Maëlys de Araujo, huit ans, le 27 août 2017 à Pont-de-Beauvoisin (Isère), mais aussi pour des atteintes sexuelles sur ses deux cousines mineures. Retour sur les moments-clés de l'affaire.

27 août 2017

La famille de Araujo est invitée au mariage d'un cousin à Pont-de-Beauvoisin, petit village dans l'Isère. Vers trois heures du matin la mère, Jennifer Cleyet-Marrel, s'inquiète. Sa fille Maëlys, âgée de huit ans, est introuvable. Dès lors, les convives commencent de longues mais vaines recherches avant l'arrivée des gendarmes à quatre heures du matin. Très rapidement, ils identifient Nordahl Lelandais, un invité, comme principal suspect. Un témoin l'a aperçu en train de discuter avec la fillette avant qu'elle ne disparaisse. Il est placé en garde à vue puis relâché, faute de preuves.

1

3 septembre 2017

Les enquêteurs découvrent l'ADN de Maëlys dans le véhicule de l'ancien militaire maître-chien. Il est mis en examen pour « enlèvement puis séquestration ».

2

Décembre 2017

Une nouvelle affaire intervient dans l'enquête sur la disparition de Maëlys. L'Audi A3 du suspect est identifiée sur les images de vidéosurveillance d'un parking à Chambéry dans la nuit du 11 au 12 avril 2017, le soir où le caporal Arthur Noyer a mystérieusement disparu. Des expertises téléphoniques prouvent que les deux hommes ont voyagé ensemble la nuit de la disparition de ce dernier. Le 20 décembre, Nordahl Lelandais est mis en examen pour le meurtre du jeune chasseur alpin. Dans le même temps, son ordinateur et son téléphone sont activement fouillés. Les gendarmes y retrouvent deux vidéos pédopornographiques où l'on voit Nordahl Lelandais commettre des atouchements sur deux de ses cousines mineures. Il est mis en examen pour des faits d'agressions sexuelles.

3

14 février 2018

De nouvelles expertises révèlent la présence de traces de sang dans le coffre de la voiture du suspect. Puis, des ossements identifiés comme appartenant à la fillette sont retrouvés non loin du lieu du mariage. Nordahl Lelandais finit par avouer l'homicide involontaire de Maëlys de Araujo.

4

31 janvier 2022

Le procès de Nordahl Lelandais pour le meurtre de la petite Maëlys s'ouvre devant la cour d'assises de l'Isère. Nordahl Lelandais avait déjà été condamné le 11 mai 2021 à 20 ans de réclusion criminelle pour le meurtre d'Arthur Noyer.

5

Jeanne Thirion

©Dessin Emma Calvet

Primaire Populaire : constat d'échec ?

Alors que la présidentielle arrive à grands pas, la gauche a du mal à se montrer à la hauteur de ses ambitions. La primaire populaire était censée rassembler, mais la victoire de Christiane Taubira est loin d'avoir eu l'effet escompté.

La primaire populaire a rendu son verdict. Si elle devait permettre une union de la gauche derrière une candidature forte, elle n'a servi qu'à la diviser encore un peu plus. Force est de constater que cette primaire était mal engagée. Trois candidats, Anne Hidalgo, Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon avaient annoncé qu'ils ne tiendraient pas compte du résultat pour se présenter aux présidentielles. 392 738 citoyens ont pris part au vote sur internet, entre le 27 et le 30 janvier, en évaluant l'adhésion qu'ils éprouvaient à chacun des sept candidats. De ce scrutin à la forme aussi originale que critiquée, Christiane Taubira ressort grande gagnante, obtenant la mention majoritaire « bien » à 67 %.

À gauche, les réactions ne se sont pas fait attendre. Le soir même, sur TF1, le candidat écologiste Yannick Jadot déplorait la victoire de Taubira. Selon lui, elle ne ferait que condamner la gauche à « une candidature de plus » et les électeurs à un éparpillement encore plus grand. Si certains sont déçus par le principe même de cette primaire, c'est plutôt sa réalisation jugée bancale qui dérange.

Une organisation imparfaite

Au sein du large horizon qu'incarne la gauche, les voix n'arrivent pas à s'unir et le résultat de cette primaire le démontre. Pourtant « c'est ce que voulaient les électeurs de gauche, nous affirme Lucas, adhérent aux Jeunes socialistes de Loire. La forme de la primaire était intéressante, elle était portée par un collectif citoyen et des jeunes notamment. C'était ambitieux et cela répondait à un besoin que nous avons, mais la réalisation boiteuse de cette dernière est frustrante ». Pour Guillaume, membre des Jeunes socialistes de la Haute-Garonne, la primaire est un rendez-vous manqué : « Il aurait fallu des débats télévisés pour donner

de l'importance au dispositif, imposer une vraie contrainte pour les candidats. » En effet, le comportement de certains est

« Le gros problème de cette primaire, ce sont les candidats qui décident de ne pas se rallier »

pointé du doigt. À peine quelques heures après l'annonce des résultats, le système montre ses limites. Anna Agueb-Porterie, candidate malheureuse, fait sécession. Elle annonce haut et fort sur Twitter son soutien à Jean-Luc Mélenchon, ne prenant pas en compte les résultats du scrutin. « Le gros problème de cette primaire, ce sont les

candidats qui décident de ne pas se rallier, signale Soen Boulligny, porte-parole des Jeunes avec Taubira. Cela reste une victoire de par sa mobilisation. Près de 400 000 votants, c'est considérable. En décidant de ne pas soutenir Taubira, on manque de respect aux organisateurs et au collectif citoyen qui a voté. »

Une union impossible ?

L'appel à l'union est ce qui ressort principalement des revendications des soutiens de Taubira. Quoi de plus normal pour le camp victorieux ? Pourtant, pour une partie des électeurs de gauche, ce scrutin à jugement majoritaire n'a jamais été désiré. Du moins, pas comme ça. Anne Hidalgo a toujours défendu une grande primaire de la



Malgré sa victoire à la primaire populaire, Christiane Taubira n'unit pas la Gauche.

gauche, qui lui permettrait de s'imposer comme la candidate providentielle du mouvement. Du côté des écolos de Yannick Jadot, on se félicite de la seconde place obtenue dimanche tout en n'éprouvant que du dédain envers ce dispositif. Une primaire de gauche était le souhait de beaucoup de militants, mais celle qui a été organisée a laissé un goût d'inachevé, comme nous l'explique Lucas, militant chez EELV et chez Les Jeunes Écologistes : « Je me bats pour l'union. En juillet, j'ai participé aux premières discussions sur l'organisation d'une élection qui permettrait d'unir la gauche derrière un seul candidat. Je voulais une primaire, mais celle-ci a trop de défauts. Elle arrive bien trop tard, certains ne voulaient même pas y participer. La victoire de Taubira est un braquage démocratique. » Les électeurs de gauche sont encore confus et éparpillés entre plusieurs candidats aux programmes pas si différents que ça. Tous sont d'accord sur un point : en l'état et sans union, la gauche n'a que de minimes chances d'atteindre le second tour de la présidentielle. Si les espoirs d'union de la gauche sont au plus bas, les dynamiques devraient évoluer au cours des prochaines semaines. Certaines candidatures sont encore susceptibles de ne pas aller au bout, et toutes les cartes seraient alors redistribuées.

Bruno Esteban Garay



©ALAIN JOCARD / AFP

Zemmour divise les Le Pen

Marion Maréchal Le Pen, nièce de Marine Le Pen, est de plus en plus proche d'apporter son soutien à Éric Zemmour. La candidate du Rassemblement national est privée de nombreux collaborateurs.

On choisit ses amis mais pas sa famille



Marion Maréchal Le Pen pourrait soutenir Eric Zemmour plutôt que sa tante, Marine Le Pen.

©SIMON PIRES DE SOUSA

Marion Maréchal Le Pen a quitté la politique en 2017, ne briguant pas de second mandat pour son poste de députée de la troisième circonscription du Vaucluse. Elle revient sur le devant de la scène en exprimant son soutien au nouvel homme providentiel de l'extrême droite : Éric Zemmour. La retraitée politique justifie son choix par une plus grande proximité avec la ligne du polémiste. Si elle n'est pas encore officiellement dans le camp Zemmour, ce revirement de situation n'est qu'une question de temps. Elle était, au sein du Rassemblement national, la première à critiquer la politique de dédialisation de sa tante Marine Le Pen. Elle s'est toujours sentie plus proche des idéaux et des méthodes de son

grand-père, Jean-Marie Le Pen. Gilbert Collard et Jérôme Rivière, euro-députés et soutiens historiques de Marine Le Pen, ont eux aussi rejoint Éric Zemmour. L'ancien pensionnaire de CNews séduit grâce à ses propos et sa ligne directrice rappelant les premières heures du Front national. Marine Le Pen, principale concurrente, est considérée trop modérée par ses anciens collaborateurs. Face à ces nombreux départs, celle qui avait participé au second tour de la présidentielle en 2017 accuse le coup. Elle ne parvient pas à trouver de solutions pour contrer la popularité grandissante d'Éric Zemmour. À gauche comme à droite, l'union semble impossible.

Simon Pires de Sousa

BREF

Les néonicotinoïdes de nouveau autorisés

Le gouvernement a autorisé mardi l'utilisation des néonicotinoïdes, des pesticides facilitant la culture de betteraves sucrières. En 2020, une épidémie de jaunisse avait déjà conduit le gouvernement à contourner l'interdiction de ces pesticides par l'Union européenne.

Covid-19 : des restrictions allégées

Mercredi 2 février a marqué la fin du port masque en extérieur, du télétravail obligatoire et des jauges dans les grands événements. Prochaine échéance le 16 février, avec notamment la réouverture des discothèques, et l'autorisation de rester debout dans les bars.

La fondation Abbé Pierre rend son rapport sur le mal-logement

On apprend que 3,7 millions de personnes sont mal logées. Le rapport dresse aussi un bilan critique du quinquennat Macron, pointant l'inaction du président de la République sur cette thématique qui a fait des pauvres les « grands oubliés » de son mandat.

Restrictions pour la cellule de gendarmerie Demeter

La cellule a 60 jours pour cesser la prévention des « actions de nature idéologique » suite à une décision de justice. Les associations environnementales dénonçaient de « graves atteintes à la liberté d'expression ». La cellule se restreint désormais à lutter contre les actes crapuleux ou criminels dans le monde agricole.

Les oubliés de la présidentielle

Le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) a lancé le 27 janvier l'Observatoire sur l'accessibilité des campagnes électorales. Son président Jérémie Boroy revient sur ces manquements récurrents.



Jérémie Boroy est président du CNCPH.
©THOMAS GOGNY

Votre dernière étude avance qu'une personne sur cinq, en raison de son handicap, ne peut pas consulter les programmes des candidats...

Il y a cette idée insupportable que des électeurs choisissent leur candidat en fonction de l'accessibilité des campagnes. En 2017, les principaux candidats, ceux qui ont le plus de moyens, qui sont le plus entourés, ont été les seuls à se préoccuper de cette accessibilité. L'objectif est de passer en 2027 à quelque chose qui ne souffre plus d'aucun débat, afin que tout soit généralisé et accessible à tous.

Notez-vous une amélioration au fil des campagnes ?

Je pense que l'environnement politique s'est familiarisé avec ce sujet. La crise sanitaire a accéléré le processus. Les points presse Covid-19 étaient traduits en langue des

signes, les allocutions du président de la République étaient sous-titrées. C'est difficile de faire marche arrière et d'arrêter. Personne dans la sphère politique ne peut dire aujourd'hui qu'il ne sait pas faire.

Les candidats mettent-ils déjà en place des solutions pour adapter leur communication ?

La loi prévoit désormais que les candidats à la présidentielle devront fournir, en plus du texte de leur profession de foi qui sera envoyé aux électeurs, un fichier en version FALC (Facile à lire et à comprendre) pour que le ministère de l'Intérieur le publie sur son site internet. Ça, c'est une belle avancée.

Les partis vont-ils suivre vos recommandations ?

Ce n'est pas une obligation, mais il y a une « pression » qui est encore plus forte en période électorale. Certains savent qu'ils ont beaucoup plus à perdre à ne pas le faire, car le « bad buzz » vient très vite. On leur envoie les résultats de l'Observatoire et ensuite, c'est à eux de faire le job. L'accessibilité des campagnes électorales sert à toucher la cible, c'est-à-dire les électeurs.

Considérez-vous que des actions concrètes du gouvernement sont mises en place pour pallier le manque d'accessibilité des processus électoraux ?

Non, on est très loin du compte. L'objectif est de lier le remboursement de la campagne au respect des obligations d'accessibilité. On l'a proposé au gouvernement, ça n'a pas été fait. Cependant, le Premier ministre Jean Castex a vu passer l'initiative du CNCPH sur Twitter, l'a relayée et a demandé aux acteurs de la démocratie française de s'inspirer de ces travaux. Il faut en tirer le positif et continuer.

Augustin Conreau

Les épreuves du bac **reportées**

Initialement prévues du 14 au 16 mars, les épreuves de spécialité du baccalauréat ont été reportées à la mi-mai. Cette décision divise le corps professoral et les lycéens.



Les épreuves sont décalées deux mois plus tard « pour laisser aux lycéens le temps nécessaire aux révisions », selon le ministère. ©FREDERICK FLORIN / AFP

Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a annoncé le report des épreuves de spécialité du baccalauréat. Une décision prise après une rencontre avec les syndicats de professeurs. Les lycéens auront donc deux mois supplémentaires pour réviser. En ce qui concerne les notes, elles ne compteront pas dans les dossiers post-bac des futurs bacheliers. Paul, élève de terminale au lycée Châ-

telet de Douai, ne voit pas cette nouvelle d'un bon oeil : « Point de vue timing ça tombe mal. Ça arrange les profs pour terminer le programme, mais nous on veut que ces notes comptent sur Parcoursup. Je devais avoir un mois pour me préparer aux concours des écoles d'ingénieurs, mais avec le report des épreuves de spécialité, je vais devoir tout enchaîner en une semaine. » Selon Fabrice de Barros, proviseur du lycée de La Borde

Basse à Castres, cette décision n'a pas vraiment d'impact : « On est dans une situation où l'on attend les décisions du ministère. Puis on s'adapte. Ici en l'occurrence ça ne représente pas tellement de changement. Cela permet aux professeurs de finir les programmes plus sereinement, mais honnêtement, c'est un report qui ne va pas tout chambouler. » Un avis qui diverge de celui des lycéens.

Simon Pires de Sousa

Magali Berdah **flirte** avec la politique

Connue pour être l'agent des stars de la télé-réalité française, Magali Berdah lance une émission politique sur YouTube. Son premier épisode en compagnie d'Éric Zemmour fait polémique.

« 24 H AVEC ÉRIC ZEMMOUR », c'est le nouveau concept de Magali Berdah. Connue pour son travail d'agent auprès des candidats de télé-réalité les plus populaires, elle se lance désormais dans le journalisme politique. Seulement, son mode opératoire divise clairement les observateurs. C'est sa proximité avec les équipes du candidat Zemmour qui dérange d'abord. Dans le premier épisode de ce programme controversé, elle apparaît tout sourire, aux côtés de Samuel Lafont, Stanislas Rigault,

Jean Messiah et bien entendu Éric Zemmour, menant ses différents entretiens sur un ton léger. Si l'objectif est de rendre accessible la campagne présidentielle aux plus jeunes, le format tombe dans la communication. Il aborde différents thèmes de société et les raisons pour lesquelles les intervenants soutiennent la candidature d'Éric Zemmour. Prochainement, Magali Berdah accueillera Jean-Luc Mélenchon.

Simon Pires de Sousa

Duel russo-américain autour de l'Ukraine

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni lundi 31 janvier à Genève à la demande de Washington dans le cadre de la crise à la frontière de l'Ukraine. Les alliés de l'OTAN intensifient leurs efforts pour dissuader la Russie d'envahir le pays et entamer une désescalade des tensions.



Conseil de sécurité de l'ONU ©SPENCER PLATT / Getty Images / AFP

Les alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ont réaffirmé leur volonté de privilégier la voie diplomatique pour faire face à la menace d'une « agression imminente » de la Russie envers l'Ukraine. Depuis début novembre 2021, près de 100 000 soldats russes stationnent à la frontière ukrainienne. Une démonstration de force mal perçue par les Occidentaux qui sortent la carte des menaces de sanctions pour forcer Moscou à retirer ses troupes. Parmi les sanctions évoquées, réduction des achats de gaz et de pétrole, interdiction d'utiliser le dollar pour les banques russes et suspension du projet de gazoduc Nord Stream 2 plongent la Russie dans une impasse.

Pour Moscou, qui nie catégoriquement préparer une invasion en Ukraine, cette intervention des alliés de l'OTAN n'est qu'une « opération de com' honteuse. » L'ambassadeur russe a par ailleurs accusé les États-Unis de vouloir « tromper la communauté internationale ». Les anciens ennemis de la Guerre Froide continuent

leur affrontement en utilisant provocations et déclarations coups de poing. Pour Anna Colin Lebedev, chercheuse sur le conflit armé dans le Donbass : « Cette situation est une mise en scène de la part de la Russie et des États-Unis et ses alliés. » Les deux puissances se livrent à « un jeu de surenchère dont les déclarations des diplomates font partie » selon elle.

L'Ukraine au centre d'un jeu d'influence

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, salue le soutien diplomatique et militaire apporté à son pays. L'Ukraine craint une invasion des Russes sur son sol dans le contexte d'une guerre toujours en cours depuis 2014. « Il y a toujours eu des troupes russes à la frontière mais aujourd'hui, l'Ukraine est utilisée comme prétexte pour instaurer un bras de fer entre États-Unis et Russie » analyse Anna Colin Lebedev. Selon elle, la Russie ne trouverait aucun intérêt dans une intervention militaire

en Ukraine. Cependant, « la confrontation avec l'Occident crée un engrenage qui pourrait potentiellement déboucher sur un risque d'invasion ». Les diplomates doivent trouver un terrain d'entente qui permette d'apaiser les tensions militaires. Moscou conditionne la désescalade à une liste d'exigences : un engagement écrit des Américains sur le non-élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et une demande de retrait des forces de l'OTAN de pays d'Europe de l'Est comme la Roumanie et la Bulgarie. Washington a d'ores et déjà refusé ces demandes. L'Ukraine, en raison de sa position stratégique, reste piégée entre les deux puissances qui poursuivent les négociations. Le président ukrainien a annoncé mardi 1er février remplacer le service militaire par une armée professionnelle et le recrutement de 100 000 soldats supplémentaires d'ici trois ans pour faire face à la menace russe.

Alexane Marcel

Barkhane: l'insoluble question du retrait

72 heures : c'est le temps donné par la junte malienne à l'ambassadeur français pour quitter le pays. Déliquescence des États, avancée de l'islam djihadiste et remise en cause de l'influence française marquent aujourd'hui la région du Sahel. Le tout signe l'impasse d'une stratégie française, mais également européenne.

J oël Meyer, ambassadeur de France, était convoqué ce lundi 31 janvier, au ministère malien des Affaires étrangères, suite aux propos tenus ce vendredi par Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, qualifiant la junte d'« illégitime ». L'ambassadeur de France au Mali s'est vu signifier son expulsion. Après des mois d'escalade verbale entre les deux nations, cette déclaration n'est pas sans remettre en cause, une nouvelle fois, la stratégie d'intervention française au Sahel.

Dès sa création, l'opération Barkhane était censée aider les états de la région à se

renforcer pour assurer la sécurité des populations face au terrorisme. Le bilan n'en reste pas moins mitigé. Neuf ans après le début de l'intervention militaire, les groupes djihadistes ont conservé un fort pouvoir de nuisance malgré l'élimination de nombreux chefs tel qu'Abdelmalek Droukdel, fondateur d'Aqmi. L'État malien n'a, quant à lui, jamais véritablement réussi à s'installer durablement dans les territoires délaissés. Les violences se sont propagées dans le centre du pays puis au Niger et au Burkina Faso voisins.

Après le putsch opéré à Ouagadougou le 24 janvier dernier, le président Roch Marc

Christian Kaboré a été renversé. Mais, sur le terrain, la guerre continue. Le Burkina Faso fait face à une spirale de violences attribuées à des groupes armés djihadistes affiliés au groupe terroriste islamiste Al-Qaïda et au groupe djihadiste ultra radical de l'État islamique. Les attaques, touchant à la fois civils et militaires, sont de plus en plus fréquentes : plus de 2 000 morts ont été recensés en près de sept ans.

Un repli français impossible

Suite à l'annonce du président Emmanuel Macron, le 10 juin 2021, de la fin de l'opération Barkhane, la France réduit ses effectifs au Sahel : A l'heure actuelle, 5 000 soldats sont déployés. Ils ne seront plus que 2 500 en 2023. Dans la guerre contre le terrorisme, les autorités le reconnaissent, la France ne peut pas gagner seule. « On ne peut pas rester au Mali à n'importe quel prix », a précisé samedi 29 janvier, Florence Parly, ministre des Armées.

Ce retrait progressif devait s'accompagner en parallèle d'une montée en puissance de Takuba, un nouveau groupement de forces spéciales européennes. Seulement, les Européens se heurtent désormais à la junte malienne. Le dialogue entre ces pays se tend et la France perd de l'influence face à l'arrivée d'un nouvel acteur : la Russie, qui s'installe avec son commando Wagner, force paramilitaire privée proche de Moscou. L'arrivée des mercenaires russes revêt des allures de défaite, aussi bien pour Bruxelles que pour Paris. Mais sur le fond, malgré la condamnation française du déploiement de Wagner, aucune solution concrète n'a été apportée. Pour l'instant, il n'est pas question pour la France de replier l'opération Barkhane plus vite que prévu.



Militaire de l'opération Barkhane au Sahel ©Thomas Coex / AFP

Emma Calvet

La Corée du Nord bombe le torse

Lundi 31 janvier, la Corée du Nord affirme avoir lancé son plus puissant missile depuis 2017. Une démonstration de force qui ne passe pas inaperçue : il s'agit du septième essai en un mois.

Depuis le début de l'année, Pyongyang a réalisé sept tests de missiles balistiques intercontinentaux. La dernière série de tirs datait de 2019. Cette recrudescence d'essais inquiète ses voisins et la communauté internationale. Selon la Corée du Sud, Pyongyang prend « une voie similaire » à celle de 2017, période de fortes tensions et d'essais de missiles.

La Corée du Nord explique vouloir répondre au comportement « hostile » des États-Unis à son égard. Début décembre 2021, les États-Unis ont mis en place des sanctions contre la Corée du Nord pour « violation des droits de l'Homme ». Il s'agissait des premières sanctions

prises par le président américain, Joe Biden. Depuis son investiture à la Maison Blanche en janvier 2021, Kim Jong-Un, président de la Corée du Nord, refuse toutes propositions de négociation émises par Joe Biden.

La Corée du Nord fait face à de grandes difficultés économiques, dont une forte augmentation des prix des produits alimentaires. Montrer sa force militaire était nécessaire selon Pyongyang. Ces essais ont lieu également dans un contexte régional particulier : celui de l'élection présidentielle de la Corée du Sud en mars prochain et des JO d'hiver en Chine, qui démarrent le 4 février.

Noémie Hardy



Missile balistique nord-coréen ©Jung Yeon-Je / AFP

JO de Pékin : les difficultés de la presse

Alors que les JO de Pékin débutent le 4 février, le travail des journalistes sur place se retrouve confronté à la Covid et à la surveillance menée par le gouvernement chinois.



Des journalistes lors d'un événement sportif ©AFP

La situation de ces Jeux olympiques est encore plus particulière que ceux de Tokyo à l'été 2021. Au problème du Covid s'ajoute celui de tensions géopolitiques entre la Chine et certains pays occidentaux comme les États-Unis. Reporters sans frontières a mis en place des recommandations destinées aux journalistes qui se rendent sur place. Ils les ont notamment appelés à se protéger des opérations de surveillance menées par le gouvernement chinois. Ces avertissements sont « surprenants » pour Willy Gouville, rédacteur en chef adjoint du journal week-end de France 2. « C'est un faux

problème et il n'y a pas plus de conseils à donner maintenant qu'à un autre moment ». Il comprend la mise en lumière liée aux Jeux mais il s'agit d'un problème vécu « au quotidien » par leur correspondant permanent à Pékin. La vraie difficulté selon lui est la coercition due au Covid-19 : « On se retrouve avec un journaliste négatif en France qui arrive positif en Chine car leurs tests sont beaucoup plus sensibles que les nôtres. » Pour Willy Gouville, les règles sont trop strictes et ont des conséquences sur la qualité du travail des médias. Impossible de savoir par exemple si leur journaliste à l'isolement pourra assister à l'ouverture des Jeux. L'incertitude caractérise donc le début de ces JO.

Loreena Duret

Ingrid Betancourt : une candidature controversée

Le 29 janvier 2022, l'ex-otage Ingrid Betancourt a annoncé qu'elle participerait à la présidentielle colombienne. Avec son propre parti écologiste Verde Oxigeno et non pas avec l'alliance centriste, la Coalition de l'espérance.

Vingt ans après son enlèvement par les Forces armées révolutionnaires de Colombie en février 2002, Ingrid Betancourt se présente à nouveau à l'élection présidentielle colombienne. Elle se présente comme la seule alternative au face-à-face entre la droite au pouvoir et la gauche : « Je suis ici pour revendiquer les droits de 51 millions de Colombiens privés de justice, car nous vivons dans un système conçu pour récompenser les criminels » a-t-elle déclaré. Pour Marcos Velandia, président de l'association La colonie colombienne en France, qui s'occupe de l'intégration des Colombiens, son programme doit « se concentrer sur la corruption politique ».

Cependant, il lui semble peu probable qu'elle puisse accéder au pouvoir. La position d'Ingrid Betancourt n'est pas optimale : « Elle fait partie d'une élite, elle ne représente pas la population. » On lui reproche d'avoir été surmédiatisée durant son enlèvement. Son éloignement de la Colombie après sa libération en 2008 avec 14 autres otages a créé une distance avec le peuple qui ne comprend pas bien son retour : « Elle n'habite pas dans le pays, et ne vient pas assez régulièrement pour comprendre la situation » dit Marcos Velandia. L'élection présidentielle aura lieu le 29 mai puis le 19 juin pour élire le successeur d'Ivan Duque.

Loreena Duret

Le président israélien aux Émirats arabes unis, une visite historique

Le président israélien Isaac Herzog s'est rendu aux Émirats Arabes Unis (EAU), dimanche 30 janvier, pour un séjour de deux jours. Une visite historique puisqu'il s'agit du premier président israélien à se rendre dans ce pays du Golfe.

Invités personnellement par le prince héritier d'Abu Dhabi et le chef du gouvernement Mohammed ben Zayed, Isaac Herzog et son épouse Michal Kafek sont arrivés dimanche 30 janvier à Abu Dhabi, capitale des EAU. Ils ont été accueillis par le ministre des Affaires étrangères, Abdallah ben Zayed Al-Nahyane. Cette rencontre marque la normalisation des relations entre les deux pays entamée depuis 2 ans.

En septembre 2020, les EAU et Bahreïn ont été les premiers de la région du Golfe à normaliser publiquement leurs relations avec l'État hébreu. « Nous sommes ici ensemble pour trouver les voies et moyens d'apporter une sécurité totale

aux personnes qui recherchent la paix dans notre région » a affirmé le président israélien à propos de sa visite.

Une visite officielle qui aurait pu tourner à la catastrophe. Les EAU subissent pour la troisième fois des attaques des rebelles yéménites depuis le début du mois. Un missile a été intercepté à temps et détruit par les défenses anti-aériennes. « Alors que le président israélien se trouve aux Émirats pour établir des ponts et promouvoir la stabilité dans la région, les Houthis continuent de mener des attaques qui menacent les civils » a tweeté le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price.

Noémie Hardy



Isaac Herzog à l'Expo 2022 de Dubaï le 31 janvier 2022 ©Karim Sahib / AFP

Birmanie : l'instabilité perdure

Le 1^{er} février 2021, l'armée menait un coup d'État et renversait le gouvernement civil en Birmanie. Aung San Suu Kyi, cheffe du gouvernement, était arrêtée. Un an après, la junte est confrontée à des résistances multiformes et la répression s'intensifie.

La résistance n'a pas faibli en Birmanie, un an après le putsch. Dans plusieurs régions, des fronts d'opposition composés de groupes armés issus de minorités ethniques se sont organisés. Ces milices planifient des attaques contre l'armée qui doit faire face à un front uni. La junte, menée par Min Aung Hlaing, se heurte en parallèle à des actes de résistance civile comme le refus de payer les impôts ou le boycott de certains produits provenant d'entreprises sous contrôle de l'armée.

Le climat de défiance de la population s'explique par la répression menée par la junte.

Selon un dernier bilan de l'organisation de défense des droits de l'Homme Fortify Rights, la junte « a tué plus de 1 400 personnes et en a arrêté plus de 11 000 » depuis le 1^{er} février 2021.

Des manifestations toujours réprimées

Pour protester contre la junte et le bilan catastrophique de sa première année au pouvoir,

les Birmans ont organisé des manifestations dans plusieurs villes comme Rangoun ou Mandalay le 1^{er} février. La junte avait annoncé que toute personne qui participerait à une « grève silencieuse » serait poursuivie. De nombreux pays continuent de se positionner face à cette crise. Les États-Unis, le Canada et l'Angleterre ont mis en place de nouvelles sanctions financières. Quant à la Russie et la Chine, elles préfèrent ne pas prendre parti et souhaiteraient une stabilité dans le pays pour garantir leurs intérêts économiques. L'ONU a annoncé ce lundi 31 janvier dans un communiqué mener une enquête sur de possibles crimes contre l'humanité. L'organisation internationale a par ailleurs fait une demande de 826 millions de dollars pour venir en aide à la population birmane.

Sur les 54 millions d'habitants, elle estime que plus de la moitié nécessiterait une aide humanitaire.

Alexane Marcel et Noémie Hardy



Des manifestants birmans dans les rues de Rangoun ©STR / AFP

BREF

Sergio Mattarella réélu président de l'Italie

Le président sortant a été réélu le 29 janvier. À 80 ans, il avait annoncé qu'il ne souhaitait pas reprendre ses fonctions mais a déclaré se mettre à « disposition ». Cela permet le maintien d'une stabilité politique.

Inondations meurtrières en Équateur

Des pluies torrentielles sont tombées pendant dix-sept heures le 31 janvier à Quito, provoquant des inondations. Le dernier bilan est de 24 morts, une dizaine de blessés et 12 disparus. Trois jours de deuil national ont été décrétés par les autorités.

Manifestation en Argentine

Une marche massive a eu lieu le 1^{er} février à Buenos Aires pour une démocratisation de la justice. Une majorité de manifestants dénonce une justice instrumentalisée par la droite alors que d'autres appellent au départ de « juges corrompus ».

Élections législatives au Portugal

Dans la nuit du 30 au 31 janvier, le Premier ministre portugais Antonio Costa a remporté les élections législatives. Avec près de 42% des suffrages, il renouvelle son mandat pour quatre ans. Le socialiste obtient également la majorité parlementaire absolue.

Gwada Rockett

Alors que Jérôme Laporal rêvait de participer aux Jeux olympiques en athlétisme, c'est en bobsleigh qu'il s'élancera vers la médaille d'or à Pékin.



Jérôme Laporal s'élancera dans la compétition le 16 février à Pékin ©TOBIASSCHWARZ / AFP

C'est avec un survêtement bleu, blanc, rouge que Jérôme Laporal s'est envolé direction Pékin, où se déroulent les 24^{es} Jeux olympiques d'hiver. Une destination qui peut paraître insolite pour le Guadeloupéen de 28 ans. Le 19 janvier dernier, il publie ce message sur Facebook : « Je vous annonce ma qualification pour les Jeux olympiques d'hiver de Pékin. Être le premier Marie-galantais à participer aux JO, c'est une grande fierté pour moi. »

L'un des meilleurs sprinters français Jérôme Laporal est né en 1993 sur l'île des Caraïbes où vivent encore ses parents. Très tôt, le jeune homme se fait remarquer pour sa rapidité au football. Alors âgé de 18 ans, son meilleur ami le convainc de le rejoindre en métropole. C'est dans le nord de la France qu'il fait ses débuts en athlétisme, au club du « Lille Métropole Athlétisme ». Alternant entre ses études de management et les entraînements, Jérôme Laporal se

classe dans le top 20 des meilleurs sprinters français. Rapide, explosif et puissant, le jeune Guadeloupéen court très vite. Ses qualités de sprinters lui ouvrent la porte du bobsleigh. Au cours de l'été 2018, Jérôme Laporal est contacté par Max Robert, médaillé de bronze en bob à quatre aux JO de Nagano, au Japon, en 1998. Ce dernier recherche des sprinters pour relancer l'équipe de France de bobsleigh en vue des Jeux olympiques de Pékin. Encouragé par son entraîneur Nicolas Vii, le Guadeloupéen se lance. En plus de son école de police, Jérôme Laporal s'entraîne très dur, sur ses terres, à Marie-Galante. Un petit air de Rasta Rockett. Résultat payant. En devenant Champion de France de poussée, il décroche une des quatre places en équipe de France. Jérôme Laporal participe ensuite aux cinq manches de Coupe du monde où il ne cesse de taper dans l'œil de la délégation nationale. Avec son coéquipier, Dorian Hauterville, également antillais, il tentera de décrocher une médaille olympique à partir du 16 février prochain.

Maxence Daguiet

Perrine Laffont, le plaisir avant tout

Perrine Laffont, qui vit sa carrière au jour le jour depuis sa victoire aux derniers Jeux olympiques d'hiver, arrive favorite à Pékin.

À 23 ans, celle qui a tout gagné en ski de bosses aborde différemment sa carrière. C'est ce que l'athlète française évoque sur sa chaîne Youtube dans une vidéo intitulée « ROAD TO BEIJING 2022 ». Elle a pris ses distances, et s'est recentrée sur elle-même. Un retour aux sources qui lui a permis de « reprendre goût au ski ». Son début de saison 2022 a été marqué par une victoire au Canada et une chute à l'Alpe d'Huez qui lui rappelle que « ce n'est que du sport

de haut niveau ». Elle arrive à Pékin pour « se surpasser » et « plutôt tranquille » comme elle l'affirme à l'AFP. La skieuse ariégeoise a réussi à se défaire de son statut de super championne. Celui-ci l'avait fait fondre en larmes face aux caméras après sa première victoire olympique en 2018. Malgré cette prise de recul, Perrine Laffont reste un des meilleurs espoirs français pour une médaille d'or à Pékin.



Perrine Laffont aborde ses 3^{es} JO ©TOM PENNINGTON / AFP

Louis Vial

Rugby : le XV de France en confiance

Après sa victoire contre les All Blacks au Stade de France en novembre dernier, l'équipe de France revient avec assurance pour tenter de remporter le Tournoi des six nations. Une confiance qu'il va falloir mettre à profit pour détrôner le Pays de Galles, vainqueur de l'édition 2021.



Le XV de France débute le tournoi dimanche face aux Italiens ©MARTINBUREAU / AFP

Le XV de France démarre son Tournoi des Six Nations dimanche en accueillant l'Italie au Stade de France. La jeune équipe française retrouvera son public après sa victoire historique face aux All Blacks. C'est donc avec confiance qu'ils abordent le tournoi. Petit avantage cette année, la France recevra trois fois : l'Italie, l'Irlande et l'Angleterre. Pour

l'ancien international français et ancien manager de l'équipe de France, Jo Maso, la configuration du tournoi 2022 peut laisser espérer une victoire des Bleus, « mais il faut se rappeler qu'on est des outsiders. Gagnons nos trois matchs à la maison et on verra quand on se déplacera en Écosse et au Pays de Galles. »

« Une équipe de talent »

Pour se préparer au mieux, les joueurs de Fabien Galthié se sont réunis pendant deux semaines au centre national de rugby à Carpiagne. Les neuf absents des premiers jours, pour cause de Covid et de blessures, ont finalement rejoint le groupe cette semaine et sont prêts pour le retour à la compétition.

« Si jamais un des titulaires devait passer la main, je crois qu'on a un banc qui tient la route », indique Jo Maso. Les mots de l'ancien manager des Bleus sont remplis d'espoir. Ce jeune collectif est composé de « joueurs talentueux sur lesquels on peut s'appuyer ». Optimiste, il accorde une « grande confiance » aux joueurs tricolores. « Ils ont grandi ensemble pour la plupart, ils ont joué dans les équipes de France jeunes et ils sont rodés depuis un moment à ces matchs de haut niveau. »

L'ancien international français livre ses derniers conseils : « Il faut être très vigilant, préparé, consciencieux et surtout jouer notre jeu. »

Coline Martin

L'info en + L'info en +

Plus de sécurité dans la mêlée

À l'occasion du début du Tournoi des Six Nations, les premières mêlées seront particulièrement scrutées. En effet, lors de la phase d'engagement dans la mêlée, les deux talonneurs devront désormais s'assurer que leur pied-frein soit tendu en direction de leur vis-à-vis. Cette règle permettrait de réduire la charge axiale pour les joueurs de première ligne. Forcés de positionner le sommet de leur crâne sur l'épaule de leur adversaire lors de l'engagement, ils subissent des « pressions excessives » sur la nuque.

Cette règle a été adoptée suite à « une large consultation auprès de joueurs expérimentés [...] et d'officiels de match » précise World Rugby. L'expérimentation vise à observer si cet ajustement peut avoir des conséquences sur la santé des joueurs. Les résultats seront examinés avec minutie par l'instance. Si elle s'avère efficace, la règle pourrait être appliquée définitivement.

L'info en + L'info en +

Nadal, l'éternel revenant

Intense, agressif, tenace : tels sont les adjectifs qui qualifient le jeu de Rafael Nadal. L'Espagnol de 35 ans a remporté son 21^e titre du Grand Chelem à l'Open d'Australie.



Nadal est l'un des joueurs les plus combattifs du circuit. ©Mitchell LAYTON / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / Getty Images / AFP

En 2012, une blessure au genou oblige Rafael Nadal à déclarer forfait successivement pour les Jeux olympiques de Londres, l'US Open, la Coupe Davis et l'Open d'Australie. Il attaque alors Roland-Garros, en juin 2013, sans avoir joué le moindre tournoi du Grand Chelem depuis près d'un an. Mais Nadal est comme chez lui à Paris et parvient à remporter son huitième titre dans le tournoi. En 2017, l'Espagnol sort de deux saisons blanches, gâchées par des blessures récurrentes et une baisse de niveau. Relégué à la 9^e place du classement mondial, il renoue avec le succès en juin, encore une fois à Roland-Garros. Il s'agit alors de sa dixième couronne dans la capitale parisienne, devenant ainsi le premier joueur de l'histoire à gagner autant de fois le même tournoi du Grand Chelem. L'année d'après, il est obligé de déclarer forfait lors de l'US Open à cause d'une blessure au genou droit. Il décide même de

Obligé de subir une opération, il passe plusieurs mois loin des terrains.

mettre un terme à sa saison en renonçant au Master 1000 de Paris-Bercy et aux Masters de Londres. Il marque son retour à l'Open d'Australie 2019 sans avoir joué de match officiel depuis quatre mois. Il parvient pourtant à se qualifier pour sa cinquième finale à Melbourne, qu'il perd lourdement face à Novak Djokovic. Il ne se blessera plus et gagnera ensuite ses 18^e et 19^e titres du Grand Chelem, s'approchant ainsi à une unité du record, détenu par Roger Federer. En 2021, Nadal laisse sa couronne à Roland-Garros en s'inclinant en demi-finale. Il déclare forfait pour Wimbledon et les Jeux olympiques, en raison d'une nouvelle blessure au pied gauche. Obligé de subir une opération, il passe plusieurs mois loin des terrains. Sa résurrection est alors de taille lorsqu'il remporte son 21^e titre du Grand Chelem, un record, au bout d'un combat long de 5 heures et 25 minutes face au Russe Medvedev, à Melbourne.

Rémi Laxague

Bref

Tom Brady prend sa retraite

Tom Brady, considéré comme la légende de la NFL, a annoncé prendre sa retraite à l'âge de 44 ans. Après 22 saisons au sein du championnat américain, le quarterback est le joueur le plus titré de l'histoire avec sept sacres. Il fut aussi désigné cinq fois meilleur joueur du Super Bowl et trois fois de la saison régulière.

Rugby : Africa cup 2022

Huit équipes nationales du continent africain (hors Afrique du Sud) vont s'affronter à Aix et Marseille en juillet 2022. Le vainqueur de ce tournoi à élimination directe obtiendra une qualification pour la Coupe du monde de rugby 2023 qui se déroulera en France. L'équipe fera partie de la poule A.

XV de France : Absence de Mohamed Haouas

Le pilier français sera absent pour le match d'ouverture du Tournoi des Six Nations dimanche face à l'Italie. Le joueur de Montpellier comparait devant le tribunal correctionnel pour vol en réunion et effraction ce vendredi 4 février. Un procès plusieurs fois reporté pour une affaire qui remonte à 2014.

La Loi sport réexaminée

La proposition de loi visant à démocratiser la pratique sportive pour le plus grand nombre a été portée en commission mixte paritaire le 31 janvier. N'ayant pas abouti, la loi va être réexaminée. Elle inscrirait l'offre d'activités sportives parmi les missions d'intérêt général des établissements médico-sociaux.

Le TO rêve d'Europe

Le Toulouse Olympique entre en Super League, la première division de rugby à 13. Le 12 février prochain, ils reçoivent les Giants d'Huddersfield au stade Ernest-Wallon.

Sans surprise, c'est sur une défaite (26-10) en amical face aux Dragons Catalans, samedi 30 janvier, que le Toulouse Olympique a lancé sa saison. Une défaite qui ne pèsera pas à huit jours de l'entrée dans le championnat européen. « Le résultat nous importait peu, confie Anthony Marion le talonneur du TO. On voulait juste se mettre en confiance et commencer à répéter nos gammes pour être prêt pour le premier match. » Contre le dernier finaliste de la Super

League, dont le niveau est nettement supérieur, l'équipe toulousaine s'est bien battue malgré l'absence de plusieurs cadres de l'équipe. « On a fait pas mal d'erreurs faciles à gommer, ce qui nous a rassuré et nous confirme qu'avec du travail on sera prêt » relève Anthony Marion avec optimisme. Le 12 février, le TO devra faire sans Mathieu Jussaume, blessé lors de la rencontre face aux Dragons. Après le départ de l'Australien Johnathon Ford, l'entraîneur Sylvain Houlès a désigné

l'international français Tony Gigot comme capitaine, « le joueur qui a le plus d'expérience au haut niveau dans l'équipe » selon Anthony Marion. L'enjeu est désormais de taille pour le TO qui jouera, pour la première fois, en première division. Pour le talonneur du Toulouse Olympique, qui est « excité de vivre cette première historique pour le club », l'objectif numéro un va être « d'acquérir le maintien le plus rapidement possible ».

Maxence Daguier

Illusions perdues

Cette semaine, l'Open Sud de France à Montpellier n'a pas permis aux espoirs du tennis français de s'illustrer.



Hugo Gaston éliminé dès le premier tour de l'Open Sud de France ©Tiziana FABI / AFP

Le jeune Toulousain Hugo Gaston, qui pointe à la 69^e place du classement ATP, n'arrive pas à lancer sa saison 2022. Mardi soir, à Montpellier, il a seulement remporté trois petits jeux face à un adversaire à sa mesure, le Coréen Soowon Kwon. Le gaucher placé derrière sa ligne de fond de court a subi les attaques incessantes de son adversaire. C'est sa troisième défaite consécutive de la saison. La veille, c'est un autre espoir français qui s'inclinait. Benjamin

Bonzi, qui avait atteint le deuxième tour de l'Open d'Australie, s'est écroulé après une très bonne entame de match face à David Goffin. Mais le Belge, tenant du titre, n'a pas baissé les bras et s'est adapté au jeu du Nimois tout en haussant le rythme. Deux défaites qui questionnent sur la capacité du tennis français à rivaliser avec les grands du circuit, comme le numéro trois mondial Alexander Zverev, favori du tournoi.

Louis Vial

Football

Ce samedi à 15 h le Toulouse FC affronte Dijon. Après leur défaite en coupe de France contre Versailles, les Toulousains enchainent avec ce match, qui, en cas de victoire, renforcera leur place en tête du classement de Ligue 2.

Rugby

Le Stade Toulousain se déplace à Perpignan ce samedi à 15 h sans ses internationaux. Un match important après trois défaites consécutives. Dimanche à 15 h, les féminines du Stade Toulousain essaieront d'engranger une sixième victoire de suite à Bordeaux pour rester en tête du classement.

Basketball

Le Toulouse BC est opposé à Aurore Vitry samedi à 20 h 30. Un match de milieu de tableau important.

Samedi à 20 h, Toulouse MB reçoit Chartres, avec l'espoir de décrocher une septième victoire consécutive.

Handball

Le Fénix accueille Istres samedi à 20 h. Les Toulousains, à trois points du podium, partent favoris de cette rencontre.

L'équipe féminine du TFHB affronte la Motte-Servolex samedi à 19 h dans un match au sommet du championnat de troisième division.

Au Capitole, les étoiles dansent **Picasso**

La compagnie du ballet du Capitole présente en février le second volet du cycle « Picasso et la danse ». Articulée en trois ballets, la création *Toiles Étoiles* est directement inspirée de l'œuvre de Pablo Picasso.

Au sortir de sa répétition, la danseuse Louise Coquillard dépose son bonnet de bain blanc auprès du responsable des costumes. Elle le portera sur la scène du Capitole à partir du 13 février dans *Le Train Bleu*, l'une des trois nouvelles pièces chorégraphiques présentées par le ballet. Sous l'égide du directeur de danse, Kader Belarbi, la pièce s'inscrit avec *Tablao* et *L'Après-midi d'un faune* dans la création *Toiles Étoiles*, deuxième volet d'un cycle dédié à Picasso et la danse. Celui-ci avait débuté en juin dernier avec la représentation des *Saltimbanques*, ballet inspiré de la toile éponyme de l'artiste.

« S'il n'avait pas été danseur, il aurait été peintre. D'ailleurs, il peint lui-même » confie Carole Teulet, chargée de diffusion au théâtre du Capitole, au sujet de Kader Belarbi. Ce dernier a choisi Picasso comme figure de cette nouvelle création car il est l'artiste qui a le plus travaillé pour la danse. « Lorsqu'en 1916 il rencontre, par l'intermédiaire de Cocteau, Serge de Diaghilev, directeur des Ballets Russes, c'est une longue collaboration qui débute » explique Carole Teulet. Picasso tombe ensuite amoureux d'Olga Khokhlova, une des danseuses de la compagnie, et sa fascination pour la danse s'intensifie. Il peint alors plu-

sieurs rideaux de scène, dont les trois qui ont été reproduits pour les ballets représentés au Capitole.

Un travail chorégraphique moderne et éclectique

« On a eu quelques semaines seulement pour apprendre la chorégraphie, explique Louise Coquillard. Le chorégraphe attend beaucoup de nous en peu de temps et cela nous met une réelle pression. » Pour Simon Catonnet, danseur distribué dans *L'Après-midi d'un faune*, c'est un double challenge. Les chorégraphes Honji Wang et Sébastien Ramirez proposent une chorégraphie hip-hop, technique à laquelle Simon n'est pas habitué. Pour lui, « maîtriser un nouveau style dans un temps si court, c'est un peu comme apprendre une nouvelle langue ».

Les danseurs doivent s'approprier le vocabulaire des chorégraphes et trouver un équilibre. Dans *Tablao*, ce sont des danses espagnoles qui sont mises à l'honneur par le chorégraphe Antonio Najarro. « Il en ressort un dynamisme et une énergie qui rendent la danse hypnotique » confie Carole Teulet. Elle décrit également la modernité du choix musical de *L'Après-midi d'un faune* : « la partition mythique de Debussy est agrémentée de sonorités plus contemporaines. »



Les danseurs du ballet du Capitole pendant une répétition © Carlotta Di Monte

« C'est en dansant que le mouvement de la peinture prend forme. »

Pour *Le Train Bleu*, le chorégraphe Cayetano Soto a travaillé à partir de morceaux d'interview de Picasso. « Il nous a demandé d'improviser, en trouvant un geste pour

chaque mot » décrit Louise. Les mouvements sont ensuite repris et incorporés à une chorégraphie déjà pensée. Simon évoque « certains gestes saccadés qui rappellent l'imaginaire de ses toiles ». Pour Louise, « c'est en dansant que le mouvement de la peinture prend forme ». Un dialogue artistique et poétique à retrouver sur scène tout le mois de février.

Apolline Riou

La Haute-Garonne fait son festival

En février, plusieurs festivals ont lieu dans votre département. La rédaction a fait le choix de vous en présenter quatre. De la musique au théâtre, la culture est à l'honneur sous toutes ses formes.



L'affiche du festival de télévision de Luchon 2022

Le festival de télévision de Luchon

Du 7 au 13 février

Gratuit

Après une version 100% digitalisée, le festival de télévision de Luchon revient en présentiel avec 70 programmes projetés. Pour sa 24^e édition, l'événement fait peau neuve sous l'égide de Christian Cappe, président de l'Union Francophone et fondateur du festival. De nombreuses personnalités de la fiction française sont attendues comme Camille Lou, Lio, Valérie Karsenti ou Francis Huster. Du côté de la compétition, Coline Serreau présidera le jury fiction alors que Mireille Dumas pilotera le jury documentaire. Le producteur Jordi B. Oliva est lui à la tête du jury fiction espagnole. Dedicaces, autographes et rencontres professionnelles seront également au rendez-vous.

Théâtres d'hiver

Du 3 au 12 février

5€ les deux spectacles

Pour ceux qui préfèrent ce qui se joue sur les planches, le festival « Théâtres d'hiver » s'est ouvert ce jeudi 3 février. L'objectif du festival ? Permettre à des compagnies d'amateurs de se produire dans sept salles toulousaines. De la comédie absurde au conte, du thriller au spectacle de clown, quinze spectacles aux genres bien différents seront présentés au total. Organisé par la direction de l'animation socioculturelle de la mairie de Toulouse, cet événement a pour but d'encourager les échanges entre les compagnies de théâtre amateur et le public.

Margaux Munoz

Détours de chant

Du 25 janvier au 5 février

Entre 9 et 13€ le concert

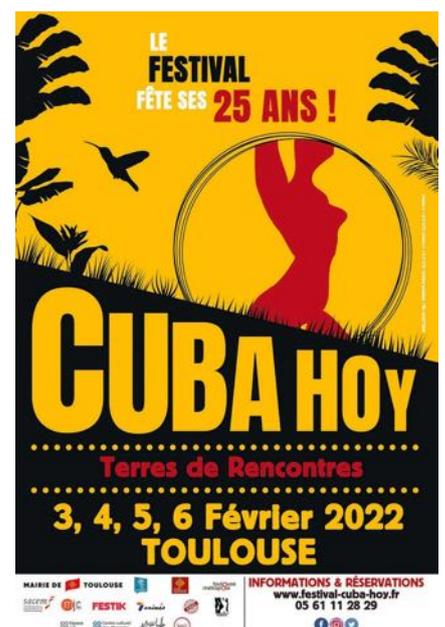
Organisé par l'association Détours de Chant, le festival du même nom aborde sa 21^e édition. 59 concerts ont lieu dans 24 salles différentes de l'agglomération. Delgres, Sages comme des Sauvages, Luciole, Miossec, Cali... une programmation éclectique de groupes et d'artistes sont de la partie. Une façon « d'enchanter l'hiver et de proposer des découvertes, des inédits, des perles rares » rapportent les organisateurs. Une occasion, aussi, de découvrir de nouvelles adresses où faire la fête à Toulouse.

Cuba Hoy

Du 3 au 6 février

Entre 8 et 19€ la place de concert

Le festival Cuba hoy ! fête ses 25 ans. Après un an d'absence, cette édition se déroule dans plusieurs salles de spectacles toulousaines comme le théâtre des Mazades. Un rendez-vous lancé par l'association Yemayá qui réunit 5 000 à 8 000 festivaliers chaque année. Avec sa programmation pluriartistique, l'événement ouvert à un large public, s'intéresse à l'art sous toutes ses formes. Côté musique : salsa cubaine, gospel et percussions. Des ateliers sont également proposés, de la cuisine colombienne à la fabrication de piñata pour les enfants. De quoi réunir petits et grands, au rythme de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Afrique.



L'affiche du festival Cuba hoy 2022

Toulouse : 15 ans de cinéma LGBT

Lancé en 2007 par l'association Des images aux mots, le festival de films LGBTQI+ se tient à Toulouse jusqu'au 6 février, puis en Occitanie jusqu'au 28 février. Une cinquantaine de films seront diffusés à Toulouse. Son organisatrice, Anne-Catherine Mezure, revient sur l'histoire de ce festival et sur ses attentes.



Anne-Catherine Mezure est enseignante lorsqu'elle n'est pas présidente de l'association DIAM © Esteban BEI

Il y a 15 ans, les thématiques LGBT n'étaient pas aussi présentes qu'aujourd'hui, comment le festival s'est-il implanté ?

Toulouse est une ville culturelle très dynamique et ouverte, d'autres festivals nous ont servi de modèles tels que Cinélatino. Nous nous sommes calqués sur son modèle de diffusion sur Toulouse dans un premier temps, puis sur la région. Nous avons pu compter sur des cinémas partenaires, qui nous accompagnent et nous laissent la main sur la programmation, et enfin sur le public, qui répond présent depuis le début.

Rencontrez-vous des difficultés ou des oppositions à la mise en place du festival ?

Non, au contraire ! La mairie nous aide depuis le premier festival. Elle met à notre

disposition depuis dix ans l'Espace des diversités et son auditorium. Les cinémas nous laissent carte blanche. Depuis quinze ans, c'est devenu une routine, donc il n'y a jamais eu aucune difficulté.

Quelles sont les nouveautés à ne pas manquer cette année ?

Il y aura pour la première fois une projection familiale, on a choisi des œuvres abordables pour les enfants. Il y a également quelques nouvelles thématiques dans les films diffusés, comme la question queer par exemple, particulièrement mise en avant.

« Aider les gens à affirmer leurs différences. »

Quelles attentes avez-vous de cette projection ? Que voulez-vous que les enfants retiennent ?

Je n'attends pas qu'ils retiennent nécessairement quelque chose, j'attends surtout de voir ce qu'ils diront après la séance, leurs réactions. Je serai aussi ravie que les familles en ressortent avec des choses à se dire à la maison, que ça serve éventuellement de repère et que ça leur permette d'aborder la différence autrement.

N'avez-vous pas l'impression de toucher uniquement un public déjà sensible à la cause ?

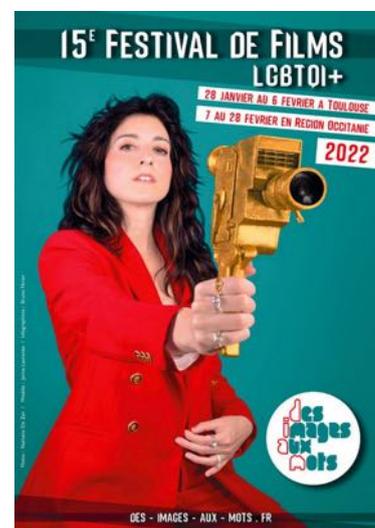
Si, nous avons effectivement une fréquentation très LGBT à Toulouse. D'un côté c'est une force, car cela veut dire que c'est un rendez-vous annuel et que le public est fidèle et satisfait. Néanmoins, pour essayer de mêler les pu-

blics et de gagner en visibilité, nous nouons des partenariats avec des festivals non-LGBT. Rappelons aussi qu'on est un festival de cinéma avant tout, les œuvres peuvent concerner tout le monde car les films ont parfois des thématiques diverses. Je pense notamment au film argentin *Nos corps sont vos champs de bataille*. Notre volonté est d'aider les gens à affirmer leurs différences, mais pas exclusivement liées aux questions LGBT.

L'association a-t-elle d'autres projets ?

Nous avons un projet qui prendra vie en mai sur le quartier des Izards en collaboration avec l'association locale Izards Attitude, autour du cinéma et des courts-métrages. L'idée sera de rencontrer les jeunes dans les collèges, lycées et MJC et de discuter des films projetés et des questions qu'ils soulèvent.

Esteban Bei



L'affiche du festival de films LGBTQI+ 2022

Une nuit magique dans vos librairies

« La nuit des Livres Harry Potter » revient pour une huitième édition du 3 au 6 février 2022. Plus d'une centaine de librairies françaises se prêtent au jeu cette année encore. La soirée, ponctuée de quiz et de challenges, aura pour thème les voyages magiques.

C'est un événement tout droit venu de Grande-Bretagne qui aura lieu, pour la huitième fois, dans nos librairies françaises. Bloomsbury, célèbre maison d'édition anglophone, est à l'initiative de ce rendez-vous annuel. Un concept directement repris par son homologue français Gallimard Jeunesse. C'est sur le thème des voyages magiques que les concours de déguisements, quiz et ateliers auront lieu. De quoi rendre la fête des plus magiques. L'année dernière,

« La nuit des Livres Harry Potter » s'était déroulée en ligne à cause de la crise sanitaire. Pour cette édition, certaines librairies peuvent également organiser leur soirée entre les 24 et 27 mars au vu du contexte sanitaire.

Une organisation ficelée

À la librairie Martin-Delbert d'Agen, cela fait un mois que cette soirée se prépare. Ondine, responsable des événements pour le rayon jeunesse, participe à ce projet « depuis cinq

ans maintenant », pour elle, la soirée de cette année aura une saveur particulière à cause du Covid-19. « Plus que jamais nous avons besoin de faire vivre les librairies et la culture avec ce type de rencontres. » Pour ce qui est du programme, la librairie n'a pas voulu trop en dévoiler. « Mini jeux, concours, le magasin sera également décoré, ça va être super ! Pour le reste, surprise. » Un rendez-vous à ne pas manquer pour les fans du célèbre sorcier.

Margaux Munoz

Que se passe-t-il au musée des Augustins ?

Situé au cœur du quartier Esquirol à Toulouse, le musée des Augustins est en travaux depuis 2019. La rénovation des verrières et la construction d'une nouvelle entrée accessible à tous s'éternisent. Le site de la mairie et du musée ne communiquent aucune date de réouverture.

Il devait rouvrir au printemps 2020. Un an et demi plus tard, le musée a toujours ses portes closes. Tantôt freiné en raison des manifestations des gilets jaunes et des confinements, tantôt arrêté par la découverte des fondations d'une chapelle de la renaissance l'an passé, le chantier avait presque tourné à la polémique en août dernier. L'association Bien Vivre Toulouse avait dénoncé la situation du chantier laissé à l'abandon. Après la découverte des fondations de la chapelle, la direction générale des affaires culturelles (DRAC) s'était positionnée pour faire stopper les travaux

de la nouvelle entrée. Des discussions s'étaient alors engagées entre la mairie et la DRAC, ralentissant encore les travaux. « Ça s'est arrangé récemment » confie Annette Laigneau, adjointe au maire à l'urbanisme. Pierre Esplugas, adjoint à la gestion des musées, se veut plus prudent : « Nous communiquerons quand nous aurons un calendrier clair. » Seul le musée a pu en dire davantage. Les travaux du mur extérieur (nouvelle entrée) ont repris récemment. « La nouvelle entrée vient parfaire les travaux d'accessibilité qui ont été faits à l'intérieur, les verrières sont terminées », confie le



La scénographie des salles et le parcours de visite ont été repensés ©Esteban Bei

musée. Seul hic, il mise sur une réouverture en 2024, deux ans donc après la date initiale.

Esteban Bei

Un week-end au musée

Jusqu'au 6 mars 2022, deux musées vous invitent à découvrir l'œuvre et le parcours de deux hommes dont la richesse des travaux fascine.

Au musée des Abattoirs, un des pères de la psychiatrie mis à l'honneur

L'exposition *La Déconniatrie* s'articule autour de la figure du docteur François Tosquelles et interroge plus globalement les liens qui se nouent entre l'art, l'exil et la psychiatrie. Le musée des Abattoirs exposera jusqu'en mars ce projet. Il continuera ensuite son périple vers le Centre de Cultura Contemporània de Barcelone, puis au Museo nacional Centro de Arte Reina Sofía à Madrid et en 2023 à l'American Folk Art Museum à New York.

L'exposition présente une centaine d'œuvres. Leur déplacement de la France vers l'Espagne rappelle celui qu'a subi François Tosquelles en 1939, qui a fait le chemin inverse. Comme 500 000 réfugiés, il fuit le régime franquiste à la fin de la guerre d'Espagne. À travers une série de peintures, de photographies et d'archives, le thème de la création en exil se déploie. Plus précisément, l'expo-

sition pose les questions du décolonialisme et de la psychiatrie d'avant-garde dite "désaliénante". Pour les soigner, François Tosquelle encourage ses patients à créer eux-mêmes, et on retrouve leurs œuvres tout au long de l'exposition.



© Emma Calvet

Au couvent des Jacobins, les photographies de Jean Dieuzaide

Pour le centenaire de la naissance du photographe toulousain, la ville propose une exposition rétrospective du travail de Jean Dieuzaide. Les 60 ans de photographie de l'artiste sont ici racontés par plus de 200 œuvres et archives éditoriales, industrielles et personnelles.

Comme un labyrinthe d'ombre et de lumière, l'exposition nous fait slalomer entre les photographies argentiques sur lesquelles on peut reconnaître visages. On peut contempler ses œuvres les plus connues, comme sa série de portraits de Salvador Dalí datant de 1953 ; ou encore *La Gitane du Sacromonte* qui en 1951 donnait le sein à son enfant, les yeux songeurs. Dieuzaide ouvre en 1974 la première galerie publique française dédiée à la photographie, celle du Château d'Eau. Artiste prolifique et éclectique, il parvient à capturer des portraits saisissants, dont les regards frappent tout au long de l'exposition.

Apolline Riou

BREF

Spotify lutte contre la désinformation

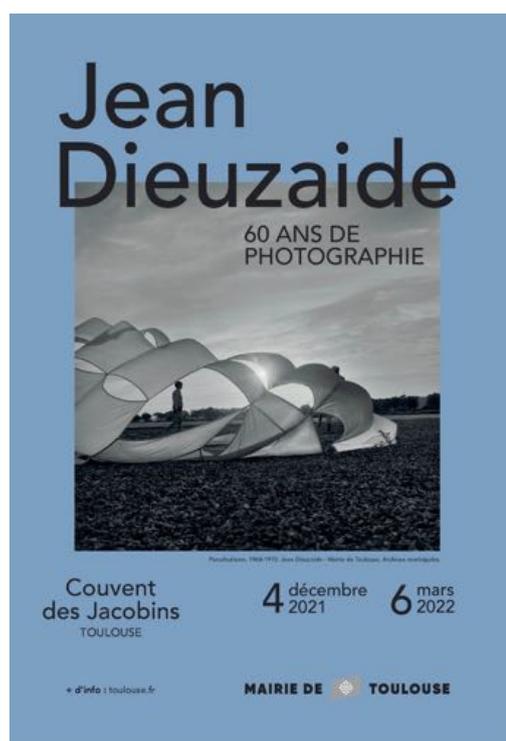
Le géant suédois subit de vives critiques pour avoir hébergé le podcast de l'animateur américain Joe Rogan, accusé de décourager la vaccination chez les jeunes. Neil Young et Joni Mitchell ont retiré leurs albums de la plateforme, en réaction à l'immobilisme des dirigeants. Le podcast reste disponible, mais des liens menant vers des informations vérifiées ont été ajoutés.

Hommage à Yves Saint-Laurent

Jusqu'au 15 mai, Paris célèbre le couturier Yves Saint-Laurent, soixante ans après son premier défilé. Le dialogue entre l'art et la mode qu'a tissé le couturier tout au long de sa carrière est mis à l'honneur dans une exposition intitulée *Saint Laurent aux musées*. Présentée dans six musées de la capitale dont le Louvre et Orsay, l'exposition est pensée comme un « archipel » qui invite le spectateur à voguer entre les différents lieux.

Le pass culture ouvert dès 15 ans

Le gouvernement annonce officiellement l'ouverture du pass culture aux adolescents de 15 à 17 ans. En place depuis mai 2021, il offre aux jeunes concernés la possibilité de disposer de 300 euros à dépenser dans la culture. Il devrait favoriser l'accès à la culture pour les mineurs, qui disposent de budgets plus modestes. À ce jour, 1,2 million de jeunes ont déjà profité de ce dispositif.



Affiche de la rétrospective Dieuzaide au Couvent des Jacobins

Les dessins de la semaine



Klaber



● école
de journalisme
de Toulouse